



N°819

DU 16 AU 22 AVRIL 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5€

L'hebdo
des socialistes

Unanimes pour se projeter à gauche



Le Conseil national du Parti socialiste s'est réuni samedi 9 avril pour mettre en œuvre la feuille de route fixée en février dernier. Loi Égalité et Citoyenneté, Loi travail et modalités de participation à une primaire à gauche ont alimenté les échanges et débats. L'unanimité s'est exprimée sur la résolution qui délimite les contours de la primaire. La pluralité pourra s'exprimer au sein du parti mais l'objectif reste unique : réunir les conditions d'un rassemblement

à gauche dès le premier tour. Le risque de laisser un second tour à une droite dure et une droite extrême a été mesuré par nos instances. Le calendrier fixe à juin la tenue du prochain conseil national. Comme l'a rappeler Jean-Christophe Cambadélis : « *la primaire n'est pas le moyen de faire l'inventaire de la politique gouvernementale, c'est le moyen d'en parler, évidemment, mais surtout de se projeter sur ce que doit être le prochain quinquennat.* »



“



”

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Chers amis, chers camarades,

Au cours de ce Conseil national, nous avons discuté de sujets politiques importants. De la loi sur l'égalité et des propositions que le Parti socialiste pourra être amené à faire pour compléter le projet qui sera soumis au Conseil des ministres mercredi prochain. Nous avons également débattu des propositions faites par des parlementaires sur l'évolution de la loi dite Travail. Nous avons, sur ces deux questions, je le crois, les idées claires. C'est très important. Pourquoi ? Parce que notre parti ne peut pas être totalement déconnecté de ce qui se passe dans notre pays, de ce qui se dit dans les rues ou de ce qui préoccupe les associations et les syndicats.

Il ne peut pas y avoir d'une part, les militants, les associations, les manifestants parfois, qui discuteraient de la vraie vie, produiraient des idées et, d'autre part, le Parti socialiste qui n'aurait qu'une seule idée en tête, qu'un seul sujet à son ordre du jour : savoir comment se mettre d'accord pour organiser une primaire. De nombreux camarades y ont consacré leur intervention aujourd'hui, mais ce n'est pas ce que nous avons à l'ordre du jour. Et je pense que les camarades qui ont voulu mettre de force cette question à l'agenda médiatique, ont commis, pour le coup, une erreur politique. Parce que c'est nous mettre dans la difficulté. Je ne dis pas qu'il ne faut pas en parler, je vais également en parler de manière conséquente... En d'autres termes, disons que ce n'est pas parce que c'est dans nos statuts qu'il faut donner l'image d'un Parti socialiste qui ne serait entièrement articulé qu'autour de la seule question de la primaire ou de la désignation de son candidat à l'élection présidentielle.

En effet, nous devons toutes et tous veiller à la manière dont nous nous comportons par rapport à la situation politique actuelle. Rassurez-vous, quoi qu'il arrive, ce soir, nous aurons une résolution qui dira que nous souhaitons répondre positivement aux initiateurs de notre primaire. Et nous répondrons ainsi à la question des statuts, et tout le monde sera content.

Mes chers camarades, le 13 avril prochain, nous lancerons La Belle Al-

liance Populaire. Il faut, tout le monde en est conscient sous une forme ou sous une autre, être capable d'aborder collectivement les grands défis de la période que nous traversons, que ce soit la révolution de l'immatériel, le nouveau monde apolaire, l'Europe à bout de souffle. Et puis, n'oublions pas quand même quelque part, dans nos analyses, le fait qu'un Brexit se prépare, et qu'il donnerait prétexte à certains qu'on peut sortir de l'Eu-

NOUS AURONS UNE RÉOLUTION QUI DIRA QUE NOUS SOUHAITONS RÉPONDRE POSITIVEMENT AUX INITIATEURS DE NOTRE PRIMAIRE.

rope, facilitant leur propre campagne électorale à venir. Nous sommes aussi confrontés au défi climatique et puis, fondamentalement, à une profonde interpellation républicaine. Ce sont ces grands défis-là qu'il faut aborder dans la période politique actuelle, pas simplement le jugement sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale, même si cette question est importante. Au fond – j'y reviendrais – la primaire n'est pas le moyen de faire l'inventaire de la politique gouvernementale, c'est le moyen d'en parler, évidemment, mais surtout de se projeter sur ce que doit être le prochain quinquennat. C'est, en tous les cas, la conception que je me fais de la primaire.

Pour commencer, quelques mots de décryptage de la situation politique. La France est confrontée à de très grandes difficultés qui ne peuvent pas être toutes mises sur le dos du gouvernement. Il y a, et nous le savons tous, des forces hostiles dans notre société, hostiles à ce que nous faisons mais surtout à ce que nous sommes et à ce que défend l'ensemble de la gauche. La prochaine élection présidentielle verra s'affronter plusieurs visions de la France. La première, c'est une France Maginot, une France fermée, une France où l'élément de distinction sera la préférence nationale. Cette France-là, mes chers amis, mes chers camarades, elle a le vent en poupe et elle n'est pas due à telle ou telle mesure, telle ou telle prise de position. Elle est due à une crise de l'identité qui ne relève pas uniquement de la situation politique française, car elle puise son origine dans la relativisation du monde occidental et dans la confrontation actuelle que nous observons à l'échelle planétaire.

Une autre vision de la France, c'est la France low-cost, proposée par la droite. Ce qu'il y a de commun dans ce que l'ensemble des candidats de la primaire à droite disent, c'est qu'il faut rompre avec le modèle social, avec les acquis des Trente Glorieuses qu'ils présentent aujourd'hui comme des obstacles à la compétitivité. Ce qu'il y a de commun, c'est qu'aujourd'hui, pour la droite et pour l'oligarchie, seuls Les Républicains sont capables d'appliquer ce programme, le Parti socialiste ne le souhaitant pas et la gauche encore moins. Ces projets-là, ceux d'une rupture radicale-libérale, seront présents dans le débat présidentiel, ils vont ordonner tout le débat politique. Ce ne sera pas moins qu'avant une question de personne, même une question de bilan, mais bel et bien une question de projet de société. Et pour la première fois depuis longtemps, la France se voit offrir plusieurs projets. La France a rendez-vous avec son destin.

Les droites ont un projet, elles cherchent aussi une stratégie. Leur stratégie fait l'objet d'un désaccord, même si leurs représentants sont d'accord sur le projet. Une partie de la droite cherche à constituer un bloc, que nous avons appelé le bloc réactionnaire. Ils pensent que c'est comme cela qu'ils peuvent réaliser leur dessein, marginaliser pour longtemps la gauche et particulièrement le Parti socialiste. Une autre partie de la droite est sur la ligne de l'union nationale. Espérant là aussi que cette union nationale pourra casser le Parti socialiste. Ces deux stratégies vont alimenter leurs débats et leurs élections internes, parce que c'est sur ce fond-là, indépendamment des questions de personnes, que s'affronte la droite. Une stratégie de fait d'alliance avec l'extrême droite, au moins dans les thèmes, une stratégie de fait visant à casser le Parti socialiste en

LA PRIMAIRE N'EST PAS LE MOYEN DE FAIRE L'INVENTAIRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, C'EST LE MOYEN D'EN PARLER, ÉVIDEMMENT, MAIS SURTOUT DE SE PROJETER SUR CE QUE DOIT ÊTRE LE PROCHAIN QUINQUENNAT.

rassemblant tout le monde autour du champion. Écoutez bien ce que disent les responsables des dirigeants Les Républicains, ils disent : nous ne ferons pas l'erreur qui avait été celle de

Jacques Chirac, et si nous gagnons face à Marine Le Pen, nous ferons en sorte qu'il y ait le rassemblement autour du gagnant.

**LA GAUCHE NE PEUT PAS RESTER
AU BORD DU CHEMIN.
À GAUCHE, LE PARTI SOCIALISTE
PROPOSE UNE STRATÉGIE
POUR GAGNER.
ELLE CONSISTE À RASSEMBLER
LE MAXIMUM DE FORCES
AU PREMIER TOUR. IL LE FAUT,
CAR EN TRIPARTISME,
L'OBJECTIF N'EST PAS DE POUVOIR
S'UNIR AU SECOND TOUR
MAIS DE POUVOIR Y ACCÉDER.**

Ces deux stratégies sont également dangereuses à la fois pour notre pays et pour l'ensemble de la gauche. Dans ce débat-là, la gauche ne peut pas rester au bord du chemin. À gauche, le Parti socialiste propose une stratégie pour gagner. Elle consiste à rassembler le maximum de forces au premier tour. Il le faut, car en tripartisme, l'objectif n'est pas de pouvoir s'unir au second tour mais de pouvoir y accéder. Pour y accéder, il faut faire plus de 27%, alors même qu'aux élections régionales nous sommes à 23-24%. Donc, si nous ne rassemblons pas le Parti socialiste et l'ensemble de la gauche dès le premier tour, nous n'y serons pas et ceci aura des conséquences politiques épouvantables.

Cet enjeu est essentiel mais il n'est pas facile d'y répondre, tous les partis politiques de gauche ayant en tête ce qui a existé depuis 1971 : l'identité au premier tour et le rassemblement au second. Mais aujourd'hui, on ne peut plus suivre à la lettre ce modus operandi parce que si on est dans l'identité au premier tour et on ne cherche le rassemblement qu'au second, on perd l'élection. Donc, il faut être dans le rassemblement dès le premier tour. Il y a deux manières d'y arriver.

Il y a une manière très économique et très simple : c'est la primaire de toute la gauche. De ce rassemblement qui permettrait de se rassembler autour d'un candidat ou d'une candidate et d'évacuer au passage le débat sur le bilan de la gauche. Cela permettrait dès le mois de janvier d'avoir un candidat et l'ensemble de la gauche rassemblée autour. Mais ce n'est pas simple à obtenir, pour les raisons que je viens d'évoquer. Et en même temps, parce que les formations po-

litiques de gauche sont aujourd'hui dans une interrogation. Qu'est-ce que veut le Parti communiste français ? Il ne veut pas de François Hollande et de l'orientation que nous avons eue. Ce n'est pas une surprise, avant même que nous ayons commencé à gouverner, il était déjà contre au Parlement, votant contre la confiance au gouvernement Jean-Marc Ayrault. Le Parti communiste français pensait pouvoir construire une stratégie qui pèserait sur l'ensemble du champ politique. Malheureusement, l'entrée dans la primaire ou dans son acceptation, a fait éclater le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon s'en est allé, ce qui affaiblit d'ailleurs la primaire de toute la gauche. Parce que ça voudrait dire que, de toute façon, il y aurait contestation du candidat unique de l'ensemble du reste de la gauche. Or nous avons besoin de tous.

Le Parti communiste semble avoir accepté le principe de la primaire de toute la gauche, mais pour pouvoir y participer, il a besoin d'un certain nombre de gages. Et donc que dit le Parti communiste ? Il dit : si vous voulez qu'on y participe, ne mettez pas François Hollande au centre parce que nous ne pourrions pas convaincre nos militants. Et il s'adresse aux camarades de la motion B en disant : maintenant, vous allez devoir choisir. Soit vous êtes pour François Hollande, soit vous êtes contre. Et les camarades de la motion B nous disent : attention, si la pression est trop forte, si vous mettez des oukases, si vous dites trop quel est votre champion, vous créez les conditions de la pression du Parti communiste, des Écologistes, sur nous. C'est ce que nous avons entendu de la bouche de Pascal Cherkil ou de Laurent Baumel : aidez-nous à desserrer la pression pour réussir la primaire.

**SI ON EST DANS L'IDENTITÉ
AU PREMIER TOUR ET ON NE CHERCHE
LE RASSEMBLEMENT
QU'AU SECOND, ON PERD L'ÉLECTION.**

Mes chers camarades, il est toujours préférable d'avoir pleinement conscience de la stratégie des autres formations politiques. Et moi, je ne veux pas que la minorité de notre formation, à cette étape, soit soumise à cette pression-là. Donc je souhaite qu'on soit rassemblés. Parce que pour moi, mon cher Christian, les situations de séparation, dans le moment politique présent, ne sont pas des jeux. C'est le parti qui est en jeu.

Depuis que l'idée de la primaire est en discussion, mes chers camarades,

et à chaque fois qu'on m'a demandé quelque chose, j'ai essayé de trouver un chemin. J'ai tout d'abord dit : les primaires soit, mais alors de toute la gauche. Sur ce, Jean-Luc Mélenchon est parti, Clémentine Hautain est partie, Caroline De Haas est partie. On nous dit que ce n'est pas si grave. Bon... J'ai accepté. Concernant le timing, on m'a dit : le Parti communiste veut que ça se fasse tout de suite, on comprend que tu veux que ça se fasse plus tard mais accepte. Alors j'ai dit : décembre-janvier. Et puis on m'a dit : mais tu comprends, il faut une plateforme donc il faut qu'il y ait un débat, parce que sinon le Parti communiste et les Verts ne peuvent pas s'intégrer. Bon... Va pour le débat, encore que, mes chers camarades, nous savons très bien comment cela va se passer. Je ne connais pas beaucoup de cama-

**J'APPLIQUE CE QUE NOUS AVONS VOTÉ
AU CONGRÈS,
À SAVOIR LE DÉPASSEMENT
DU PARTI SOCIALISTE.**

rades qui s'y rendront, même s'il faut y aller. Et je sais ce qu'il va se passer dans ces débats, ce n'est pas un bon signe. Mais, j'ai accepté. Mais, tout de même, sur le fond, nous voyons moins que rien ne nous est épargné. Pourquoi la direction du Parti socialiste, qui accepte les primaires et qui fait sans cesse des pas en avant pour pouvoir les organiser, serait contestable et contesté, alors que tous ceux qui sont contre au nom de leur position, celle du refus de François Hollande, seraient, eux, exemptés de toutes critiques et d'emblée adoués ? Au fond, pourquoi faudrait-il qu'il y ait un deux poids deux mesures dans la préparation des primaires ?

Non, mes chers camarades, moi, dans cette période cruciale, je garde mon sang-froid. Même quand on traite le Parti socialiste de «Cambadélis et sa clique» - c'est pourtant ça, nos partenaires aujourd'hui, que la minorité nous appelle à respecter. Je garde mon sang froid, même quand on dit des mots peu amènes envers le Président de la République, parce que j'ai en tête cette voie «économique» du rassemblement que seraient les primaires.

Alors, à la fin des fins, je ne demande qu'une seule chose, que l'on accepte ce truc incroyable, inimaginable qui tient en une phrase : que tout le monde soit derrière le vainqueur. Ici, vous l'acceptez tous mais nos partenaires ne l'acceptent pas. Donc, je vais proposer la chose suivante, au-delà du texte que nous allons voter en commun, je vais proposer tout

simplement de rencontrer délégation par délégation le Parti communiste et les Verts pour leur poser la question et à partir de là, ils vont me répondre : oui. Et à partir de là, nous pouvons y aller. Et au passage, on discutera des législatives.

Mes chers camarades, voilà une possibilité d'avancer sur les primaires. Mais en même temps, je dois appliquer les résolutions de congrès, faire en sorte qu'il y ait un Parti socialiste qui ne soit pas pris au dépourvu si la situation politique ne tournait pas comme nous le souhaitions. Et donc j'applique ce que nous avons voté au congrès, à savoir le dépassement du Parti socialiste. Ce dépassement est une nécessité, mes chers camarades, quand vous voyez la situation politique telle qu'elle est aujourd'hui, quand vous voyez les interpellations dont nous faisons l'objet. Il faut se dépasser. Il y a de nombreuses associations, personnalités, qui, contrairement à ce que certains croient - me regardant goguenards - sont favorables à faire un bout de chemin ensemble avec nous, à faire en sorte qu'ensemble nous rénovions, reformulions, refondions la gauche. C'est tout le sens de l'alliance populaire. J'aurais pu - personne n'aurait rien dit - lancer La Belle Alliance Populaire hier. C'était un engagement de congrès. Mais si je l'avais fait, des camarades seraient montés à la tribune en disant : tu vois, tu fais ça pour liquider la primaire. Donc j'ai préféré faire l'inverse, commencer par un texte sur les primaires et lancer La Belle Alliance Populaire un peu plus tard. Mais j'y tiens. Parce que c'est une perspective qui me semble fondatrice et parce que, aussi, nous avons besoin de nous confronter à d'autres, de ne pas être dans l'entre-soi et de travailler, oui travailler, avec d'autres pour élaborer, comme nous

le faisons avec les Cahiers de la présidentielle.

Alors, mes chers camarades, pour revenir au débat sur la primaire qui agite nos rangs, il y a eu des propositions d'amendements, ils peuvent être étudiés, mais la manière dont le Parti socialiste va se comporter dans cette primaire ne peut pas être une manière désorganisée. Surtout, cela doit être l'occasion de parler de l'essentiel et de l'avenir, de la France.

**SI TOUS LES PARTIS POLITIQUES
PRENNENT DÉFINITIVEMENT
POSITION EN JUIN,
LE PARTI SOCIALISTE
PEUT ÊTRE COMME
TOUS LES PARTIS POLITIQUES.**

Oui, dans une primaire, il y a des camarades qui souhaitent dire, non pas ce qu'ils pensent de l'orientation du gouvernement, mais dire ce qu'ils pensent de la France. Donc, comme je l'ai dit aux animateurs de notre primaire, moi je dirige un parti, pas une confédération, et donc je suis comptable que ce parti arrive en position organisée dans des échéances qui ne sont pas des échéances internes, mais externes. Il est nécessaire de maintenir l'idée que le moment venu, nous puissions décider de la manière dont nous allons y participer. Christian Paul me dit à chaque fois : ne t'inquiète pas, pour l'instant, il y a cinq candidats à la motion B, mais il y en aura un seul à la fin, ne t'inquiète pas. J'en accepte l'augure mais n'hésitez pas, donnez-moi le nom tout de suite, ça me facilitera ma synthèse.

En tout état de cause, je crois que nous ne pouvons pas, à cette étape du débat, nous engager par trop vite dans les conditions que souhaiteraient nos partenaires mais néanmoins adversaires. Ainsi, nous réglerons certaines conditions au mois de juin. Notons au passage que je dis : bon, laissons-nous un peu de temps, on va voir, je ne ferme aucune porte mais il faut comprendre qu'un candidat au poste dans cette configuration, c'est quand même quelque chose que je dois pouvoir argumenter. On me dit : mais le mois de juin, tu n'y penses pas, ce sera trop tard. Par contre, cela ne gêne personne que le Parti communiste et les Verts tiennent congrès au moins de juin pour prendre leur décision définitive, et seulement à ce moment-là - moi, je lis leurs textes. On parle bien du même mois de juin ? À nouveau : deux poids, deux mesures. Il n'est pourtant pas absurde de défendre l'idée que si tous les partis politiques prennent définitivement position en juin, le Parti socialiste peut être comme tous les partis politiques, il n'a pas obligation de prendre position sur le champ, aujourd'hui, sur sa forme de participation.

Pour permettre l'examen de ces amendements, il nous faut une petite suspension de séance. Je ne doute pas que nous allons nous mettre d'accord sur ce texte, nous allons le voter. Nous allons également désigner et voter la nouvelle direction puisqu'un certain nombre de camarades ont quitté la direction du parti. Je les salue d'ailleurs chaleureusement pour le travail qu'ils ont effectué. A la suite de quoi, toutes et tous, membres de ce CN, nous sortirons et nous irons devant la presse, dire que nous avons une orientation claire sur tous les aspects de la vie politique française, dont les primaires.



“



”

GUILLAUME BACHELAY

dirigeants de droite en vue de leur primaire.

L'actualité du vaste monde, c'est aussi les « Panama papers ». Scandale de l'évasion fiscale. Fléau des entrelacs du numéraire et du numérique, de l'Olympe du fric. Et donc devoir pour la communauté internationale.

Depuis 2012, avec les leaders du G20, au sein de l'OCDE et de l'UE, la France a été aux avant-postes du combat mondial contre les paradis fiscaux, l'optimisation fiscale, le blanchiment. Le secret bancaire a reculé, l'échange automatique d'informations progressé. En France, plus de 70 mesures ont été adoptées en 4 ans : l'obligation de reporting pays par pays pour les grandes entreprises, le Parquet

AU COURS DES DERNIÈRES SEMAINES, LE TERRORISME ISLAMISTE A DE NOUVEAU FRAPPÉ, BLESSÉ, TUÉ.

financier national... Le combat est moral, il est aussi économique : en 2015, sur les 20 milliards d'euros de redressements notifiés à ceux qui avaient fraudé, plus de 12 milliards ont déjà été repris. Le 30 mars, nous avons salué le projet de loi dit « Sapin 2 » qui permettra d'aller plus loin dans la lutte pour la transparence et contre la corruption, qui garantira aussi un statut et une protection aux lanceurs d'alerte.

Dans un monde multi-crisés, une puissance européenne est indispensable. Encore faut-il que l'Europe elle-même s'en convainque, qu'elle progresse et qu'elle protège. Des avancées ont lieu. Par exemple, le mois dernier, la Commission a proposé une directive sur le travail détaché avec un principe « à travail égal, salaire égal ». Reste que l'Union vit un moment où son destin se noue, où son avenir se joue. Face à deux défis au moins.

Le premier défi, c'est celui des réfugiés. Dès la fin de l'été, nous avons fait le choix des villes solidaires dès la fin de l'été. En juillet prochain, une conférence se déroulera à Paris à notre initiative et celle du SPD, du PSE et des formations progressistes

du monde arabe, pour continuer d'apporter des solutions. Face à l'urgence, au Bureau national du 29 février, sur la base du rapport de Philip Cordery et de Rita Maalouf, nous avons fixé nos principes d'action : tarir par des solutions aux conflits qui poussent les populations à fuir la guerre ; contenir avec le contrôle renforcé aux frontières de l'UE et le soutien aux pays en première ligne – Turquie, Liban, Jordanie et Grèce si longtemps esseulée face à des enjeux par nature collectifs ; répartir car les 28, là aussi, là surtout, doivent partager des droits et des devoirs ; punir les réseaux de passeurs. C'est à cette aune que doit être jugée l'action présente et à venir de l'Union. La réponse ne peut être qu'euro-péenne, sinon ce sera le retour des frontières nationales, c'est-à-dire une régression historique.

Le deuxième défi, c'est le référendum du 23 juin au Royaume-Uni. Pour la première fois, un pays adhèrent à l'Union européenne pourrait la quitter. Nul besoin de cette perspective pour savoir que l'Europe en général et la zone Euro en particulier ont besoin d'une politique budgétaire pour les investissements d'avenir et l'emploi, d'une politique sociale pour faire converger par le haut les droits, d'une politique commerciale pour protéger l'industrie – je pense à l'acier – et l'agriculture européennes – c'est le sens de l'accord obtenu par Stéphane Le Foll à Bruxelles. L'Europe sera volontaire et solidaire, ou elle sera ballotée au gré des événements et disloquée au fil de ses atermoiements.

DANS UN MONDE MULTI-CRISES, UNE PUISSANCE EUROPÉENNE EST INDISPENSABLE.

J'en viens à la situation économique et sociale en France. Les efforts réalisés par les Français donnent des effets. Les déficits de l'État, de la Sécurité sociale, du commerce extérieur ont été réduits en même temps que des mesures de justice sociale mises en œuvre – depuis janvier, prime d'activité, complémentaire santé, remboursement intégral des frais d'IVG, garantie des impayés de pensions alimentaires. La croissance, le taux de marge des entreprises, la

Chers camarades,

Avant de revenir sur l'activité du parti depuis notre précédente réunion, je veux saluer l'engagement de trois militants qui nous ont quittés : Sophie Dessus, Claude Estier et Jacques Salvador. Nous pensons à eux et à leurs familles.

Au cours des dernières semaines, le terrorisme islamiste a de nouveau frappé, blessé, tué. À Bruxelles, mais aussi en Turquie, en Tunisie, en Irak, en Côte d'Ivoire, au Pakistan. Le combat se joue à toutes les échelles, nous le rappelons en permanence, à travers notre soutien à l'action du Président de la République au nom de la France.

Au plan international, ce sont les opérations militaires menées par nos soldats, avec d'autres, pour neutraliser les capacités critiques de Daech en Irak et en Syrie, mais aussi la recherche d'une transition politique dans le conflit syrien et l'exigence que cessent les atteintes aux populations civiles.

La coopération européenne est essentielle – on l'a vu hier encore. Nous soutenons, fidèles à notre rapport d'octobre dernier, la volonté et la fermeté de l'exécutif vis-à-vis des pays et des institutions de l'Europe pour une coordination accrue du renseignement ou encore un registre européen des passagers aériens, le PNR.

Il y a l'engagement des Etats avec le renforcement de la législation, des personnels et des matériels pour la sécurité et la justice. La révision constitutionnelle s'inscrit dans cette mobilisation globale. Des débats, légitimes, ont eu lieu dans notre parti. À l'Assemblée nationale, un compromis avait été forgé pour aboutir à une majorité des 3/5^{èmes} au Parlement en vue de réaliser l'unité nationale sur cet enjeu – compromis qui correspondait aux exigences fixées par le Parti socialiste dès la mi-janvier. Ce compromis, une part importante de l'opposition à l'Assemblée l'avait approuvé, la majorité au Sénat, de droite elle aussi, l'a refusé. Ce n'est pas la dernière ni la plus déplorable des surenchères entre les

consommation des ménages et l'investissement privé – je dis bien privé – retrouvent des niveaux inédits depuis 2011, voire des niveaux d'avant-crise. C'est cette dynamique qu'il faut conforter pour réduire durablement le chômage.

C'est l'objectif d'«Embauche PME» – 120 000 contrats signés en 3 mois, 70 % en CDI –, du demi-million de formations pour les demandeurs d'emploi avec les Régions, du projet de loi sur le travail examiné cette semaine en commissions à l'Assemblée. De l'avant-projet, au nom des socialistes, le Premier secrétaire avait dit mi-février qu'il était déséquilibré. Ont suivi 15 jours de consultation supplémentaire des partenaires sociaux et des organisations de jeunesse, la venue de la ministre du Travail à notre Bureau national le 7 mars, 2 réunions de travail avec nos parlementaires. Des améliorations nécessaires ont été apportées en vue d'un texte qui a été corrigé – je pense au barème prud'homal indicatif, au mandatement syndical dans les PME sans représentation, à la généralisation de la garantie jeunes.

Il s'agit de conjuguer, dans le juste équilibre, modernisation et protection face aux mutations de l'économie et de la révolution numérique. Avec des droits nouveaux pour les salariés et au-delà pour les actifs et les jeunes : le compte personnel d'activité, le droit à la déconnexion, la lutte amplifiée contre les fraudes au travail détaché. Avec le renforcement de la négociation collective au plus près du terrain – indissociable d'un renforcement du syndicalisme en France. Avec des capacités d'adaptation pour les entreprises dans la compétition mondiale. Le Gouvernement a apporté des modifications et le débat parlementaire va enrichir encore ce texte. Modernisation et protection, c'est le sens de notre action, du CPA de façon emblématique, cette sécurisation des parcours professionnels que nous appelons de nos vœux depuis 20 ans.

Ayons conscience de ce que signifie dans l'histoire sociale un tel progrès, ainsi que les autres rendus possibles durant le quinquennat : les droits rechargeables à l'assurance chômage, les comptes formation et pénibilité, le départ en retraite à 60 ans pour les carrières longues, la prise en compte des congés maternité dans le calcul des retraites. Ce n'est pas rien ! Ces choix, c'est nous qui les avons portés ! Ces lois, c'est nous qui les avons votées ! Soyons-en fiers et n'oublions

IL S'AGIT DE CONJUGUER, DANS LE JUSTE ÉQUILIBRE, MODERNISATION ET PROTECTION FACE AUX MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE.

jamais que la droite les a combattus et que son intention est de les rayer d'un trait de plume ! Écoutons, lisons les prétendants à la primaire de la droite : coupes dans les dépenses d'avenir, coupes dans les dépenses sociales, suppression par centaines de milliers de postes dans la fonction publique, 39 heures, report de l'âge légal de départ à la retraite, mise en cause des corps intermédiaires et du dialogue social, privatisation du Pôle emploi, suppression de l'ISF. Je ne sais si M. Fillon veut «casser la baraque», mais tous à droite ont pour projet de casser le modèle social. Nous, nous l'avons préservé et renforcé. Alors consacrons notre énergie à les débusquer eux plutôt qu'à nous déstabiliser nous.

Mes camarades, je termine par la feuille de route de notre parti. Elle se déploie. Merci à celles et ceux, dans les fédérations, les sections, qui y contribuent. Je laisserai Christophe Borgel et Rachid Temal évoquer les groupes de travail mis en place à propos de la primaire.

La rédaction des «*Cahiers de la présidentielle*» a commencé sous l'égide de votre serviteur avec les secrétaires nationaux. Les contributions militantes, individuelles ou collectives, nourrissent les six thèmes que nous avons retenus et sont régulièrement mises en ligne sur le site. Chaque semaine, nous auditionnons des personnalités de la société civile : mardi, Marcel Gauchet et Benjamin Stora sur «*être français au 21^e siècle*»; mercredi, Guillaume Mathelier sur le revenu d'existence et le Groupement des industries françaises pour le Cahier «*entreprendre, travailler, s'accomplir*»; jeudi, les syndicats du monde de l'éducation pour le Cahier «*apprendre pour s'émanciper*». Il ne s'agit pas de rédiger une somme programmatique, encyclopédique et technique, mais une série de documents qui fassent sens, qui indiquent la cohérence de notre action engagée et à venir, la réalité du monde présent et nos principales orientations pour le futur. Dans 15 jours, nous présenterons le premier Cahier avec Gabrielle Siry et Fabien Verdier notamment.

Et puis il y a l'alliance populaire avec la volonté portée par le Premier secrétaire dès notre Congrès de bâtir l'avenir social-écologique avec des forces politiques bien sûr, mais aussi des personnalités engagées dans le syndicalisme, la vie associative et l'éducation populaire, la culture, le monde intellectuel et scientifique, car la démocratie et la gauche sont faites de toutes ces dimensions, de toutes ces aspirations. Jean-Christophe y reviendra tout à l'heure.

Voilà, mes camarades, en quelques notations, à contre-courant du pessimisme, du criticisme et du narcissisme ambiants, le travail du Parti socialiste pour la gauche et pour les Français. Poursuivons-le, il est notre tâche commune.





RAZZY HAMMADI

Chers camarades, la loi Égalité et Citoyenneté, dont beaucoup ont déjà entendu parler intervient dans un moment particulier. Un moment où il suffit de tendre un petit peu l'oreille, ou d'entendre nos camarades dans nos sections, ou tout simplement les citoyens avec lesquels, au quotidien, nous échangeons et dialoguons, pour se rendre compte, si ce n'était pas le cas encore, qu'il y a une volonté extraordinaire et formidable sur laquelle nous devons nous appuyer dans ce pays, et qui est la volonté de participer et de contribuer à un champ de conquête des droits.

Et nous considérons que le cadre de ce champ est cette loi Égalité et Citoyenneté qui va vous être présentée sur quelques points, sans entrer dans le détail, mais aussi et surtout sur la démarche, qu'avec le Premier secrétaire du Parti socialiste, cher Jean-Christophe, et l'ensemble du Secrétariat national, nous souhaitons proposer ici au Conseil national, et par prolongement, à l'ensemble de nos fédérations, de nos sections, mais aussi à l'ensemble de nos militants.

Tout d'abord, laissez-moi vous dire que ce texte peut nous mettre en mouvement. Je veux vous dire aussi que ce texte peut permettre de rassembler la gauche. Je veux vous dire aussi que ce texte peut permettre d'entamer un dialogue qui ne soit pas seulement une écoute ou une concertation à sens unique, mais un véritable dialogue avec l'ensemble des forces sociales, associatives et citoyennes qui, par ailleurs, nous ont mené au pouvoir, et avec lesquelles nous pouvons, dès aujourd'hui, contribuer à ce texte de façon concrète dans la perspective de cette loi, mais aussi au-delà, et éviter de venir taper à leur porte à quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle.

Cette loi, elle se décompose en trois axes, qui sont aujourd'hui une base, une base de travail pour le Parlement, une base de travail pour les citoyennes et les citoyens, une base de travail pour les militants socialistes, mais une base de travail pour toutes celles et tous ceux qui souhaiteront s'y engager et proposer, dans le cadre de la discussion et du débat. C'est déjà le cas avec la plate-forme numé-

rique mise à disposition de l'ensemble concitoyennes et concitoyens, qui a recueilli en moins de dix jours plus de 1 000 contributions dans le cadre de l'élaboration du Comité interministériel qui aura lieu le 13 avril prochain. Et je crois, cher Jean-Christophe, qu'il n'y a pas de hasard, mais plutôt une résonance particulière et bien citée entre le fait que le 13 avril soit annoncé notre propre dépassement au travers de La Belle Alliance Populaire et le fait que le 13 avril aussi il y ait cette annonce avec le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté.

Une grande partie logement, qui en l'état actuel apparaît technique, mais qui au regard des débats que nous avons, peut porter un certain nombre de nouvelles propositions avec des effets majeurs : la réforme de la loi SRU, le fait de réserver dans le parc social une part de logements pour les jeunes en formation. Le fait de réserver dans le parc social une part de logements pour ces enseignants qui quelquefois ne veulent pas venir s'installer parce que le logement est aujourd'hui leur principal souci à l'installation, notamment dans des quartiers difficiles.

Une grande part jeunesse et engagement. Cette partie, qui ne s'arrête pas simplement, et c'est important que nous en débattions en profondeur, au service civique, à la réserve citoyenne, à la représentation des jeunes, clairement institués dans un cadre reconnu à tous les niveaux pour le Conseil national de la jeunesse, et je salue ses militants ici présents. Mais aussi un nouveau contrat social avec la jeunesse sur les enjeux du logement, les enjeux de la formation, les enjeux de la santé, avec notamment l'ouverture de la CMU-C pour les 18-25 ans, les enjeux de mobilité.

Il ne suffit pas seulement d'écouter mais d'entendre l'interpellation qui nous est faite dans la rue, mais en responsabilité, sans qu'il n'y ait de droits sans devoirs et de devoirs sans droits, afin de construire ce contrat civique, citoyen et social, au travers de cette loi qui est aussi, dans cette partie, le troisième volet de la réponse de la République à ce qui nous a frappé et ce qui nous frappe depuis les attentats de Charlie Hebdo. Une réponse judiciaire à travers la loi antiterroriste, la réponse en termes de sécurité à travers là aussi les différentes dispositions législatives votées, et les moyens mobilisés, mais aussi un volet citoyen, républicain, qui n'empêchera pas non plus, dans cette partie qui

est la seconde partie du texte, d'avoir des débats et de saturer l'espace public de ces thématiques qui sont celles de la gauche laïque et républicaine : sur la laïcité, l'égalité, la citoyenneté, l'émancipation, l'engagement associatif, la reconnaissance même de l'engagement associatif dans la vie de la cité, et y compris dans la vie de l'entreprise, avec cette proposition faite en l'état dans le projet de loi, qui est de reconnaître au moins une semaine par an d'engagement à travers un congé sans solde pour l'ensemble des salariés de ce pays.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL AVEC LA JEUNESSE SUR LES ENJEUX DU LOGEMENT, LES ENJEUX DE LA FORMATION, LES ENJEUX DE LA SANTÉ.

Troisième volet, et pour ne pas dépasser mon temps de parole : l'enjeu des discriminations et du racisme. Je ne reviendrai pas sur la polémique née du jugement des prud'hommes, mais il existe dans ce texte une disposition précise qui aurait empêché cette décision des prud'hommes en considérant que l'insulte à caractère discriminatoire est une insulte discriminatoire. Et puis l'action de groupe dans le domaine des discriminations. Vous avez vu son succès dans la loi consommation qui consiste à donner du pouvoir aux gens pour qu'ils soient plus forts et qu'ils se défendent. 550 000 Français aujourd'hui sont engagés dans le cadre d'une procédure pour défendre leurs droits et obtenir réparation dans le cadre de la loi consommation.

Nous voulons l'étendre dans la loi dans le domaine des discriminations, celles qui touchent les femmes, celles qui touchent les personnes de couleur, pour la confession religieuse, l'orientation sexuelle... Bref, là aussi un nouveau champ de conquêtes pour l'égalité, la citoyenneté et l'émancipation.

Pour finir, la méthode que nous vous proposons est la suivante. Nous avons des débats, nous avons des discussions, nous savons bien que quelquefois le moral n'est pas au plus haut dans nos sections. Nul ne sert de le nier. Mais par contre, il y a la volonté de relever la tête et de cesser de courber l'échine, de se remettre

collectivement en mouvement. C'est aussi je crois à travers ce que vient de dire Guillaume, en rappelant tout ce que nous avons fait, tout ce que nous faisons, et tout ce qu'il reste à faire, cette volonté collective, au-delà de nos sensibilités, de nous remettre en mouvement. Dépasser notre cadre, c'est ce qu'a proposé le Premier secrétaire.

Eh bien vous avez là un matériau concret et tangible qui va vous permettre avec la loi Égalité et Citoyenneté de disposer, dans vos sections et dans vos fédérations, de listes de parlementaires spécialisés sur chacune des thématiques du texte : laïcité, citoyenneté, jeunesse, éducation populaire, formation, discrimination, logement, lutte contre de l'apartheid et la ghettoïsation. Sur l'ensemble de ces thèmes, si nous essaierons au niveau national de saturer l'espace public du débat au travers de nos débats, nous

vous proposons ici de vous fournir à la fois la méthode et les outils pour en faire de même au niveau local : solliciter les associations, les syndicats, l'ensemble des organisations et construire y compris des propositions qui ne sont pas aujourd'hui portées par les parlementaires dans le cadre

**IL Y A LA VOLONTÉ
DE RELEVER LA TÊTE
ET DE CESSER DE COURBER L'ÉCHINE,
DE SE REMETTRE COLLECTIVEMENT
EN MOUVEMENT.**

des groupes de travail, peut-être pas encore y compris par le Parti, mais qui peuvent aujourd'hui surgir des débats que nous aurons au niveau local.

Vous savez, il y a aujourd'hui des propositions qui arrivent, qui ne sont pas tranchées mais que nous allons débattre : l'enjeu du vote obligatoire, l'enjeu de l'inscription d'une charte de la laïcité dans la loi afin de ne pas avoir une appréciation à géométrie variable selon les administrations. L'enjeu notamment de la prise en compte du parcours de formation des jeunes et de leur autonomie, faire en sorte que peut-être les apprentis soient éligibles à l'ensemble des critères du statut social des étudiants.

Donc c'est une loi de progrès que vous avez là. Nous sommes ceux qui la portons, ce sont les socialistes qui la portent. Nous pouvons rassembler la gauche à tous les niveaux sur ce texte, appréhender l'ensemble des débats de façon décomplexée. En un mot et en une phrase, sur ce texte : mobilisons la société pour la transformer.



“



”

ABIR ADAM

Chers camarades, en 2012, notre slogan a été «La priorité jeunesse». C'est la raison pour laquelle je me suis engagé en 2012, et c'est encore pour cela qu'aujourd'hui je me mobilise et je propose une nouvelle démarche citoyenne à nos parlementaires.

Notre gouvernement a fait preuve de cette promesse à travers plusieurs engagements, plusieurs actes concrets : la généralisation du service civique, la refondation de l'école de la République, et bientôt, j'espère, la généralisation de la garantie jeune ; et je pourrais encore vous citer bon nombre d'exemples comme ceux-là. Mais il manque à mon sens un grand message, un grand message qui doit être adressé à toute la jeunesse. Parce que la jeunesse, aujourd'hui, elle se sent oubliée, elle se sent délaissée par les politiques publiques, et il est nécessaire, il est urgent, de lui redonner la parole, de lui montrer que nous nous intéressons à elle. Il faut montrer à la jeunesse que les politiques publiques ne les ont pas oubliés. François Mitterrand disait : «*la jeunesse n'a pas toujours raison, mais la société qui la frappe et la méconnaît a toujours tort.*»

IL MANQUE À MON SENS UN GRAND MESSAGE, UN GRAND MESSAGE QUI DOIT ÊTRE ADRESSÉ À TOUTE LA JEUNESSE.

Je pense que cela prend un sens particulier aujourd'hui avec tout ce que nous pouvons remarquer, et je pense qu'il est nécessaire de donner une réponse démocratique et citoyenne à cela. Comment ? Je propose de généraliser les conseils de jeunes dans toutes les collectivités territoriales, à commencer par les communes de plus de 10 000 habitants, dans tous les départements, ainsi que dans toutes les régions, et bien évidemment, comme l'a rappelé Razzy Hammadi, de la création du Conseil national de la jeunesse, qui regrouperait tous les conseils régionaux de jeunes.

Mais il faut, à chaque action citoyenne, à chaque échelon de ces conseils, leur donner de vraies responsabilités.

Créer des conseils, c'est une chose, mais s'ils ne servent à rien, autant ne pas les créer. C'est pour cela que je propose que ces conseils disposent d'au moins une délibération qui doit être absolument validée et votée par le Conseil territorial en question. Concernant le Conseil national de la jeunesse, ce serait bien évidemment de consulter la jeunesse sur les grandes lois, les grandes réformes et les grands enjeux de notre société. Ces conseils seraient dans une tranche d'âge de 15 à 25 ans, 15 ans parce que l'âge moyen d'entrée au lycée, le lycée où nous devons normalement nous former citoyennement, voilà pourquoi je propose cette tranche d'âge-là.

Il faut que la jeunesse reprenne confiance en la politique, confiance en la République. La jeunesse ne doit plus être observateur, ne doit plus subir les actions politiques mais elle doit les faire avec nous. François Mitterrand disait encore une fois, une très belle citation lors de son discours d'investiture : «*la République n'appartient à personne, nous en sommes tous à des titres différents les garants et les artisans sur le chemin de ces valeurs toujours neuves qui se nomment liberté, égalité, fraternité, aucun volontaire n'est de trop.*»

Alors, je pense qu'aucun jeune n'est de trop dans ces combats, aucun jeune ne doit être oublié de nos politiques publiques. Voilà pourquoi nous, Socialistes, je pense que c'est notre rôle, notre devoir, de donner la parole à la jeunesse, d'honorer notre engagement qui était celui de la priorité jeunesse, en intégrant dans les compétences des collectivités territoriales la compétence des Conseils de jeunes. Adressons à la jeunesse tout entière un espoir, à cette jeunesse perdue, oubliée, qui se sent perdue dans les politiques publiques. Il faut que nous n'ayons pas peur du débat. Les jeunes aujourd'hui sont dans le refus, parfois la violence. Je pense que cela est une erreur. Je crois, moi, en la force des mots, en la force du débat, en la force de l'argumentation. Les mots sont une force qu'il ne faut jamais sous-estimer, et c'est une force qu'il faut employer et donner la possibilité aux jeunes de l'employer.

Voilà pourquoi, chers camarades, je vous invite tous à apporter votre soutien à cette démarche, votre soutien pour la généralisation des Conseils de jeunes. Et bien évidemment je remercie le Premier secrétaire pour cette invitation, Baptiste Ménard, qui est le

premier soutien dans cette démarche, et bien évidemment Razzy Hammadi qui portera dans le projet de loi Égalité Citoyenneté, la généralisation des Conseils de jeunes.

IL FAUT QUE LA JEUNESSE REPRENNE CONFIANCE EN LA POLITIQUE, CONFIANCE EN LA RÉPUBLIQUE.

Chers amis, comme nous l'avons rappelé, et comme l'avait dit il y a quelques semaines mon ami Emeric Bréhier dans un communiqué de soutien : «*de la politique pour la jeunesse à la politique avec les jeunes*». Ça doit être aujourd'hui notre message, et ça doit être aujourd'hui notre ambition à travers la généralisation des Conseils de jeunes. Merci beaucoup.



“



”

ELSA DI MÉO

Et je crois que ce projet de loi, Razy le disait, a de grands axes de travail et des déclinaisons, mais c'est avant tout un grand projet de société pour l'égalité, pour la citoyenneté et pour la place de tous dans la société demain.

IL FAUT QUE NOS PARLEMENTAIRES SE SAISISSENT DE CE QUI ONT ÉTÉ LES TRAVAUX DEPUIS DES ANNÉES DU PARTI SOCIALISTE.

Je crois que lors du Congrès de Poitiers nous avons écrit qu'après un premier temps, qui était celui de l'assainissement de la situation politique en France, était venu le temps des chantiers de l'égalité. Eh bien cette loi, c'est bien cela, c'est un début de conclusion sur ces chantiers menés par les Socialistes, qui doit à mon sens être encore amplifié. Et je le dis entre nous, camarades socialistes, il faut que dès mercredi et la présentation de cette loi, les parlementaires aillent plus loin, il faut que nos parlementaires se saisissent de ce qui ont été les travaux depuis des années du Parti socialiste. Je vois Pascale Boistard entrer dans la salle, lorsqu'elle a travaillé sur les conventions de lutte contre les discriminations par exemple, ou lors de la Convention sur l'égalité réelle.

Un certain nombre de propositions ont été faites par le Parti socialiste, qu'il faudra porter à travers le débat parlementaire. Et je veux ne vous en citer qu'un qui, à mon sens, alors que nous sommes en pleines interrogations sur la loi travail, trouve toute sa résonance lorsqu'on veut faire une loi égalité.

Le gouvernement a lancé une campagne assez importante de CV anonymes pour mesurer la place des discriminations envers la jeunesse en matière d'emploi. Je crois qu'il faut que nous allions plus loin dans le dispositif et que nous expérimentions un certain nombre de processus qui sont aujourd'hui quelque peu bloqués dans les discussions avec les partenaires sociaux, pour pouvoir permettre que cette lutte contre les discriminations à l'emploi soit réelle.

Comment accepter aujourd'hui que le ministère de l'Économie cite que lorsqu'on est un jeune issu des quartiers populaires, nous ayons 30% de chômage en plus, comme réalité so-

ciale quotidienne? Comment accepter qu'un homme, présumé de culture musulmane, même si j'ai du mal à savoir ce que c'est, ait quatre fois moins de chances de pouvoir accéder à un entretien d'embauche?

Voilà aussi les réalités qui nous sont posées aujourd'hui, et qui doivent être dans les semaines qui viennent le cœur du débat parlementaire, parce que l'égalité réelle c'est ça. Parce que l'égalité des chances, demain, pour l'ensemble des jeunes de ce pays, c'est la capacité de tous d'avoir des réponses.

Et je terminerai sur un dernier point. Depuis notre arrivée aux responsabilités, nous n'avons pas à rougir des engagements que nous avons pris, dans un contexte nauséabond, sur la question de la lutte contre les discriminations. Nous avons un plan porté par la DILCRA de 100 millions d'euros pour les actions de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, qui est un des plus ambitieux qui n'ait jamais eu lieu. Nous avons une campagne qui a été portée très fortement, qui s'appelle «*Tous unis contre la haine*», et qui montre bien la volonté politique de mener la bataille culturelle pour l'égalité.

**PARCE QUE L'ÉGALITÉ
DES CHANCES,
DEMAIN,
POUR L'ENSEMBLE DES JEUNES
DE CE PAYS,
C'EST LA CAPACITÉ
DE TOUS D'AVOIR DES RÉPONSES.**

Il nous faut avec cette loi faire converger l'ensemble de ces initiatives, être ambitieux sur les territoires, avoir des vraies actions de levier, bref, mettre la République en acte et mettre l'égalité en réalité dans notre République.

Merci beaucoup Abir d'être venu porter cette parole des jeunes que nous avons besoin, non seulement d'entendre, mais comme tu le disais si bien, d'incarner à travers cette loi.

Pour essayer de ne pas redire ce qui a déjà été dit sur la loi qui est devant nous et qui sera présentée en Conseil des ministres mercredi, peut-être d'abord sur la temporalité. Nous sommes aujourd'hui avec ce qui devrait être, ou en tout cas ce que nous souhaitons être, la dernière grande loi sociale de ce quinquennat en direction de la jeunesse. Et comme une loi qui ne soit pas une fin en soi, mais qui soit tout à la fois l'aboutissement d'un processus qui a été celui de la priorité jeunesse depuis le début de ce quinquennat, et en même temps un trait d'union vers la mise en place, encore une fois, d'une politique vers la jeunesse toujours plus globale, toujours plus cohérente, et qui leur permette d'acquérir de nouveaux droits.

Cela a été dit, la méthode participative qui a été mise place par le ministre a été à la fois celle d'une grande consultation numérique, mais aussi celle d'une consultation de l'ensemble des partenaires associatifs, depuis plus d'un an, celle de la consultation de l'ensemble des services ministériels à travers deux CIEC, Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté, qui se sont tenus chaque année. Et je crois que c'est important de le rappeler. C'est important de le rappeler à une période où, non seulement la jeunesse s'interroge plus que jamais, je crois qu'il ne faut pas balayer d'un revers de main ce qui est aujourd'hui une aspiration de la jeunesse tant face aux mobilisations de rue sur la loi travail que sur certaines places publiques à Paris ou ailleurs.

Je crois aussi qu'il faut avoir en tête, et c'est notre rôle en tant que Socialistes, ce baromètre CEVIPOF, qui pose pour la première fois depuis longtemps la jeunesse comme se définissant elle-même majoritairement adhérente aux valeurs de droite. Et je crois que quand on est aux responsabilités, cela doit nous interpeller dans notre action, dans notre cohérence d'actions, mais aussi dans ce que nous sommes en capacité de porter comme projets pour la société.

“



”

JEAN-MARIE LE GUEN

rieur de chaque génération des milieux sociaux défavorisés ou marginalisés dans les territoires, se trouvent aujourd'hui dans l'incapacité d'avoir accès à l'éducation, à la culture, à la mobilité, est au cœur des difficultés que nous connaissons.

Et si nous n'avons pas été capable ces dernières années, finalement, d'adresser des politiques publiques qui soient plus précises, c'est parce que notre diagnostic était là aussi beaucoup trop général, et finalement méprisant pour l'égalité des chances, au profit de la défense facile, classique et traditionnelle, de l'égalité des statuts.

LA GAUCHE A LARGEMENT NÉGLIGÉ L'ÉGALITÉ DES CHANCES AU PROFIT DE L'ÉGALITÉ DES STATUTS.

Alors cette première remarque débouche sur une interpellation, une première interpellation. Tout le monde sait, enfin tous ceux qui s'intéressent à ces questions, que l'égalité des chances à l'école commence d'abord par ce qu'on a appelé à une certaine époque le service public de la petite enfance. Pour être plus précis encore, si les enfants de deux ans ne sont pas socialisés et n'ont pas l'apprentissage de la langue française, alors nous pourrions mettre en place toutes les politiques éducatives que nous voulons, nous n'arriverons pas à remonter ces handicaps.

Est-ce que nous sommes capables aujourd'hui de poser ce diagnostic, de mettre en place cet objectif de politique publique et de dire que la première des choses que nous avons, non seulement pour notre politique sociale, pour notre politique éducative, mais aussi évidemment pour notre politique républicaine, c'est de procéder de façon particulière en faisant en sorte que ces enfants soient socialisés et puissent bénéficier d'un apprentissage de la langue.

Le deuxième sujet sur lequel je voulais faire un peu plus qu'attirer votre attention, mais vous demander de prendre les choses maintenant, au point où nous en sommes, avec beaucoup de sérieux, c'est la question de la prohibition du cannabis dans notre pays. Certains d'entre vous le savent,

j'ai une certaine expérience en matière de santé publique, et je peux vous le dire, vous le savez, nous avons les plus mauvais résultats et les plus mauvaises conditions en matière de lutte contre le cannabis, dont chacun sait, ou chacun devrait savoir en tout état de cause, que nous devons le considérer comme un produit dangereux, et particulièrement dangereux pour les jeunes. Mais notre pays a le niveau de consommation parmi les plus élevés au monde alors qu'il a le dispositif de prohibition parmi les plus forts. Les produits qui sont aujourd'hui en vente, de façon évidente sur tous les territoires, sont des produits qui sont de plus en plus dangereux parce que de moins en moins contrôlés à travers l'usage des trafics.

Je ne reprendrai pas le deuxième volet de la critique de cette prohibition qui a été, vous l'avez tous en mémoire, notamment avancé par Daniel Vaillant, parce que tout simplement l'étendue des trafics, quelque soit par ailleurs l'action des forces de police ou de justice, mais l'étendue du trafic, depuis maintes années déclaré comme étant un des objectifs premiers des politiques répressives, mais en aucune façon nous n'arriverons jamais à y mettre fin, bien évidemment, tant la consommation est répandue, eh bien ces trafics, évidemment, ils sont, dans des quartiers entiers, au-delà même de ceux qui en font commerce, tout simplement l'apprentissage visible du refus de la loi de la République. Et

SI LES ENFANTS DE DEUX ANS NE SONT PAS SOCIALISÉS ET N'ONT PAS L'APPRENTISSAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE, ALORS NOUS POURRONS METTRE EN PLACE TOUTES LES POLITIQUES ÉDUCATIVES QUE NOUS VOULONS, NOUS N'ARRIVERONS PAS À REMONTER CES HANDICAPS.

donc, nous ne pouvons pas continuer comme cela, et nous devons avoir un langage qui est un langage de vérité sur les politiques sociales, et c'est à quoi je voulais en venir.

Nous ne pouvons pas continuer à tenir des discours qui ne parlent pas, qui ne disent pas ce qui se passe dans

Chers camarades, si j'ai souhaité intervenir à ce moment de notre discussion, ce n'est pas simplement pour apporter le soutien et l'intérêt au travail que mène Razy Hammadi, et avec lui d'autres camarades du Parti socialiste, c'est parce que je pense que cette loi, qui a vocation finalement à s'intéresser aux territoires et aux populations qui sont aujourd'hui les plus reléguées dans la République, quelque part, nous pose une interrogation sur l'ensemble de nos politiques sociales.

C'est ainsi que, alors que nous luttons avec difficulté, et avec retard sans doute, contre le chômage, nous savons que nous avons, et c'est une des spécificités de notre pays, plus d'un million et demi de chômeurs longue durée qui ont la particularité d'être des Français non qualifiés, non formés, non insérés. Et ceci étant le résultat mécanique d'un phénomène qui existe maintenant depuis des dizaines d'années, à savoir, vous le savez tous, que chaque année, 150 000 jeunes environ, 130 000 depuis deux ans, sortent du système scolaire sans qualification et sans diplôme.

Ceci avait été effectivement étudié par les Socialistes, mais au milieu d'un discours très général sur le problème de l'éducation. Et cette inégalité, cette inégalité incroyable dans ce pays qui se prétend défenseur et valorisant les idéaux de la République, s'est trouvée parmi d'autres sujets sociaux. Pourtant, je crois qu'il s'agit là, effectivement, dans des territoires particuliers, sur des populations particulières, de la démonstration des profondes inégalités qui existent, mais qui quelque part ne témoignent pas simplement pour une partie marginale, ou soi-disant marginale de notre population, mais sur l'ensemble des problèmes de notre politique sociale.

De quoi s'agit-il? Il s'agit tout simplement, me semble-t-il, et nous aurons l'occasion d'en reparler dans les mois qui viennent, du fait que la gauche a largement négligé l'égalité des chances au profit de l'égalité des statuts. Et cela est aujourd'hui au cœur de la crise que connaît notre société. Parce que beaucoup plus largement que les quartiers, le fait que des générations entières, et à l'inté-

les quartiers, ce qui est la vérité subie par des millions de Français. Et donc je demande, parce que je sais que cette proposition, dont nous ne devons pas la traiter, j'en ai la conviction, sur le mode libertarien, et vous avez compris que ce n'était pas mon approche... Ça vous fait marrer, vous avez de la chance, vous avez raison, il n'y a pas de raison de considérer que les problèmes sont difficiles dans notre pays. Donc je conclus... Même ça c'est difficile pour vous, pour certains d'entre vous. Je dis donc : je demande que le Parti socialiste, je de-

mande que le Parti socialiste mette cette question au cœur... Non, ce n'est pas simplement qu'une question... c'est une question de santé publique, et il faut l'aborder comme telle, mais c'est aussi une question d'organisation des politiques sociales, et donc je demande que ces politiques sociales, que ces approches-là soient mises en débat sérieusement à l'intérieur du Parti socialiste, et qu'elles fassent partie des éléments que nous porterons dans la prochaine campagne présidentielle, avec des objectifs et avec des méthodes.

Voilà chers camarades, je sais que ça change un petit peu d'un certain nombre de débats que nous avons de façon répétitive depuis trois ou quatre ans. Je crois pour ma part qu'il est temps que nous nous rapprochions de ce que vivent nos compatriotes lorsque l'on parle de politiques sociales. Je pense qu'il faut que nous sortions des dogmes et que nous fassions preuve un petit peu d'audace, merci.

“



”

CHRISTOPHE BORGEL

Chers camarades.

Quelques mots après ces différents éléments introduisant le débat dans notre Conseil national, sur le débat et le travail que nous menons, avec d'autres camarades, autour de l'idée d'organisation d'une primaire de l'ensemble de la gauche et des Écologistes. Je rappelle le contexte.

Un appel a été publié par le journal *Libération*, contre-signé par un certain nombre d'intellectuels et de personnalités politiques, appelant à des primaires de la gauche et des Écologistes. Une délégation de cet appel a rencontré une délégation du Parti socialiste, conduite par notre Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, délégation pluraliste du Parti socialiste. Nous leur avons indiqué ce jour-là que nous étions favorables à l'organisation d'une telle primaire, en soulignant une double réalité qui nous semblait nécessiter un débat dans la gauche.

D'abord, les doutes, les désaccords, les interrogations, les critiques, la colère pour certains, vis-à-vis de la politique conduite au gouvernement, avec un sentiment qu'il y avait dans cette politique des sujets qui n'avaient pas été dans le débat public de la gauche au moment de l'élection présidentielle. Je ne partage pas les critiques, mais ce sentiment existe dans une partie de la gauche. Et donc le fait qu'elle souhaite, à l'occasion du débat présidentiel, mener ce débat, nous avons dit aux représentants de cet appel que nous le comprenions.

Deuxièmement, la réalité que Jean-Christophe a été l'un des pre-

miers à souligner au lendemain des élections européennes, c'est une réalité tripolaire de la vie politique dans notre pays, avec une pression au vote utile, indépendamment de ce que nous disons nous-mêmes comme parti dans les campagnes électorales, puisqu'une réalité de risque d'élimination du camp divisé, et on l'a vu aux élections départementales, et on l'a vu à l'occasion des élections régionales, on vient de le voir encore à l'occasion des élections législatives partielles.

POUR LE MOMENT, DANS LE PAYS, IL N'Y A QU'UNE ORGANISATION POLITIQUE QUI A PRIS LE RISQUE DE FAIRE UNE PRIMAIRE, ET C'EST LA NÔTRE.

Et donc une partie de l'électorat de gauche se voit privé de ce qu'était la fonction du premier tour de la présidentielle. Au premier tour, on choisit celui que l'on préfère à gauche, et au second tour on se rassemble derrière celui qui est le plus haut à gauche. Et on comprend que des électeurs qui souhaitent exprimer un autre avis qu'un vote utile de deuxième tour, au premier tour soient dans une situation inconfortable : obligation de voter utile dès le premier tour sinon risque d'élimination, et donc ne pas pouvoir exprimer leur point de vue. Et c'est la deuxième raison pour laquelle il nous semblait qu'il y avait une logique à cette primaire.

Et puis chacun sait que si nous ne cherchons pas par tous les moyens le rassemblement maximal de la gauche dans l'élection présidentielle, où je le rappelle il n'y a pas de seuil, il faut être dans les deux premiers pour être

au second tour, le risque d'élimination est là. Et donc, nous avons participé, avec Rachid Temal, d'autres camarades y participent, nous n'avons pas empêché que la pluralité de notre parti s'exprime, dans les réunions du jeudi matin. Parce que je vois ici et là dans le débat, depuis deux jours, qu'il y aurait des idées dans notre parti d'empêcher l'expression plurielle du Parti socialiste, plutôt l'impression que c'est une règle publique que nous nous donnons à foison, avec plaisir, avec délectation, quelquefois parfois les yeux un peu ébahis de nos électeurs et de nos adhérents qui regardent un spectacle un peu parfois étonnant.

Mais donc, dans ces réunions, nous sommes présents de façon collective, et nous avons exprimé une chose simple, pour Rachid et moi, qui représentons dans ces réunions la direction du Parti socialiste : nous sommes favorables à cette primaire et nous demandons à ce que l'ensemble des partis qui sont autour de la table, et demain l'ensemble des candidats qui se déclareraient, souscrivent à une règle, qui n'est pas une exigence de notre part, mais qui est l'essence même de la primaire, que tous ceux qui participent, partis comme candidats, s'engagent à soutenir celle ou celui qui emporte la primaire.

Et mes amis, aujourd'hui, je ne désespère pas qu'on y arrive. Mais aujourd'hui, nous n'y sommes pas. Nous siégeons dans ces réunions avec un certain nombre de partis partenaires des Socialistes dans plusieurs collectivités territoriales dans ce pays, même si opposants plutôt à la politique que nous conduisons au gouvernement. Parfois, dans ces réunions, ils nous disent que oui, c'est une idée qui peut faire son chemin. Mais quand le principal dirigeant du Parti communiste, par exemple, aujourd'hui dans la presse, nous explique que le président

de la République est disqualifié pour représenter la gauche, qu'une primaire peut se tenir à gauche, il égrène les noms des candidats, certains appartiennent encore à notre parti, mais parmi ceux-là, il n'y a pas le président de la République. Je ne sais pas pour vous, mais pour moi, c'est un problème, parce que moi, il se trouve que j'ai plutôt l'intention de le soutenir. J'en ai même la ferme intention, si jamais il était candidat, le président de la République.

Et donc participer à une primaire dont la règle de départ serait qu'il n'est pas possible soit qu'il y participe, soit il faudrait une espèce de codicille bas de page inscrit qui dise que s'il y participe, il faut qu'on assure les autres qu'il va la perdre, c'est évidemment quelque chose de difficilement acceptable.

Nous continuons la discussion, parce que dans cette réunion de Comité d'organisation, tout en semant, à mon avis, des obstacles à ce que cette règle puisse être la règle de base qui est concomitante à toute primaire, et honnêtement, je vois beaucoup de gens en parler, mais pour le moment, dans le pays, il n'y a qu'une organisation politique qui a pris le risque de faire une primaire, et c'est la nôtre. Donc on n'est pas les plus disqualifiés pour dire comment une primaire peut s'organiser pour réussir.

Et donc, il y a cet élément central, et qui est au coeur de la résolution. Il a été proposé que des débats citoyens s'organisent, et que ce qui va se dire dans ces débats, qui s'organiseront en mai, en juin, participe du débat de la primaire. Disons dans la résolution que le Parti socialiste participera à ces débats, qu'il accepte qu'il irrigue les débats de la primaire. On nous demande que de ces débats sortent, peu importe le terme, certains parlent d'une charte, d'autres parlent d'un tronc commun, qui s'imposerait, auquel devrait répondre, auquel devrait souscrire, selon les termes des uns et des autres, les candidats. Mais mes camarades, moi, je ne peux pas l'accepter, pour deux raisons.

La première, c'est qu'on va demander aux électeurs de s'exprimer démocratiquement dans le choix d'un candidat, c'est quand même l'objet de la primaire, pour l'élection présidentielle, en leur donnant un cadre qui est le programme dans lequel il faut s'inscrire. Vous imaginez une élection, où que ce soit, où vous dites aux électeurs : vous pouvez choisir entre plusieurs listes, mais de toute façon, quelle que soit la liste qui gagne, le programme il est déjà fixé par avance. Honnêtement, je ne suis pas sûr que vous avez beaucoup d'électeurs qui viennent voter.

Et puis deuxièmement, nous savons, et nous avons proposé, nous, que ces débats se mènent avec un texte d'appel à ces débats qui souligne où sont les désaccords dans la gauche. Je sais qu'avec un certain nombre de gens qui sont autour de cette table, Julien Bayou ou d'autres, nous ne sommes pas d'accord sur la politique gouvernementale, mais que le débat s'ouvre. Julien Bayou, il dit que le travail, c'est le retour au XIX^e siècle, débattons-en ! Il dit que la politique de ce gouvernement, c'est pire que Sarkozy et le MEDEF. Il a oublié hein... Il a oublié. Le jour où on fait 1,2 d'augmentation du point d'indice dans la fonction publique, Nicolas Sarkozy, qui lui n'a pas oublié, veut se rappeler à notre bon souvenir, nous indique qu'il est pour supprimer 300 000 postes dans la même fonction publique.

**J'AI LA CONVICTION
QUE LES ÉLECTEURS DE GAUCHE,
QU'ILS SOIENT FAVORABLES
OU DÉFAVORABLES À LA POLITIQUE
GOUVERNEMENTALE,
SONT TOUS FAVORABLES
À CE QUE NOUS BÂTISSONS
UN RASSEMBLEMENT.**

Mais ce débat, nous ne voulons pas l'éviter, nous sommes prêts à l'avoir, nous sommes prêts à cette confrontation. Mais ce que nous voulons, parce que c'est la logique de la primaire, ce n'est pas qu'après ces débats citoyens, à quelques-uns nous nous mettions autour d'une table pour en faire soi-disant la synthèse. Ce que nous voulons, c'est les montrer aux futurs électeurs de la primaire pour qu'au moment du vote de la primaire, ils les tranchent pour permettre le rassemblement de la gauche.

Après, il y a des sujets qui restent : combien de candidats ? Quel calendrier exact ? A quel moment sont déposées les candidatures ?

Mes amis, croyez-moi, si dans l'état de division de la gauche, dans l'état de division qu'elle offre au regard de tous les électeurs, et j'ai la conviction que les électeurs de gauche, qu'ils soient favorables ou défavorables à la politique gouvernementale, sont tous favorables à ce que nous bâtissons un rassemblement. Même ceux qui sont opposés à la politique gouvernementale souhaitent le rassemblement de la gauche pour les échéances à venir. Si dans l'état de division de la gauche, il y a dans les semaines qui viennent

une déclaration commune de tous ceux qui sont autour de la table, le jeudi matin à l'Assemblée nationale, disant : malgré nos désaccords, nous nous engageons dans une primaire où il y aura une règle simple : celui qui l'emporte, nous serons tous à son service pour faire gagner la gauche à l'élection présidentielle, croyez-moi, toutes les questions qui apparaissent alimenter les gazettes, compliquées à résoudre, elles vont être extrêmement simples tellement ce sera un tournant politique face aux mois, semaines, années de division de la gauche que nous venons de vivre. Et je n'ai aucun doute qu'on trouvera des solutions sur toutes ces questions de calendrier, de candidatures, qui permettent à chacun de se sentir bien dans cette primaire.

Mais l'enjeu, mes camarades, et je sais que nous sommes tous, quelles que soient nos nuances, d'accord sur ce point-là, l'enjeu, c'est d'obtenir de tous ceux qui sont partants pour cette primaire que ce qui est son essence même, le soutien à celle ou celui qui l'emporte, soit la règle de base. Cette primaire, malgré les critiques, malgré les débats, nous sommes, nous, militants du Parti socialiste, prêts à l'affronter. Et je me dis que si certains mettent autant de temps à accepter cette règle de base, c'est qu'ils ont peut-être le sentiment que si notre candidat était dans la primaire, c'est peut-être bien celui qui aurait le plus de chance de l'emporter.

Je vous remercie.



“



”

CHRISTIAN PAUL

Chers amis, chers camarades, Comment faire le lien entre la situation politique et la primaire ? C'est très simple : sans primaire, sans primaire ouverte, la gauche est effacée de l'élection présidentielle. Tout est plié avant même que le premier tour s'engage. Et c'est pour ça que ce Conseil national a un caractère décisif. Qu'on décide bien ou qu'on décide rien, c'est très probablement 2017 qui se décide aujourd'hui.

Car l'année 2016 a commencé par d'incroyables naufrages. Comme les oublier ? Après les attentats de novembre, après les élections régionales, après cette nouvelle défaite des élections régionales, beaucoup ici ont demandé une fois de plus une nouvelle politique, un nouvel agenda national, capable de ramener la confiance dans le pays, de rassembler la gauche et de redonner la fierté aux Socialistes. Et en retour, nous avons dû déplorer quelques-unes des plus graves fautes politiques de cette période : la réforme constitutionnelle extirpant la déchéance de nationalité du prêt-à-penser de la droite extrême, abîmant nos valeurs, avant de confier la solution au Sénat, c'est-à-dire à la droite, et de se terminer en fiasco politique. Et au passage fut sacrifiée Christiane Taubira, héroïne de ce quinquennat, à qui je veux murmurer notre respect et notre amitié.

Ensuite vint la mise à mal de la solidarité européenne et de la relation franco-allemande à propos du drame des réfugiés. Puis la loi Travail, qui conduit le peuple de gauche et la jeunesse de France sur les places du pays et dans les rues de Paris. Alors, je n'engage pas ici ce débat, il aura lieu dans quelques jours au Parlement, mais soyez sûrs qu'il ouvre, qu'il risque d'ouvrir un divorce durable entre le Parti socialiste et le monde du travail, et donc avec le salariat français. Et si dans le même moment le chômage de masse baissait et que le pouvoir d'achat progressait, au moins pourrait-on y trouver du réconfort, mais vous le savez, nous en sommes loin.

Qui peut penser que personne ne nous demandera des comptes ? Qui peut penser échapper à sa responsabilité

politique ? Il n'y aura pas, chers camarades, pour personne ici, d'impunité. Et on ne s'échappe pas en oubliant l'urgence sociale au profit de la question identitaire. On ne s'évade pas par la création de mouvements qui ne sont ni de gauche ni de droite, mais qui sont oublieux de notre histoire et aussi de nos combats. Et on ne s'exonère pas de sa responsabilité quand on a conçu puis appliqué pendant près de cinq ans la politique économique de la France.

Mais il y a, c'est vrai, et Christophe l'a esquissé à l'instant, il y a un moyen d'échapper à la dispersion qui naît de la déception dans l'ensemble de la gauche, et donc dans notre électorat. Ce moyen, c'est la primaire. Elle peut nous réunir. Nous ne sommes pas irréconciliables. Elle peut même réussir. Elle ne fera pas oublier les inégalités ou le chômage. Elle ne gommara pas cet imaginaire de guerre civile qui vient avec l'obsession identitaire. Elle ne fera pas oublier non plus la droite qui piaffe et l'extrême droite qui attend son heure.

Je voudrais donc en quelques mots préciser devant vous les cinq conditions de réussite de la primaire, de la primaire de la gauche et des Ecologistes. C'est celle dont il est question aujourd'hui, c'est celle pour laquelle nous nous battons depuis plusieurs mois ; c'est celle sur laquelle, tu l'as rappelé, nous travaillons côte à côte depuis quelques semaines. La première condition de réussite, c'est vrai, c'est une grande étape de débats citoyens, avec des idées nouvelles, en dehors de la pensée unique qui guette aussi une partie au moins des Socialistes. Donner des repères, se redonner des repères, des valeurs, des priorités. J'aimerais même pour ma part qu'on aille, à l'occasion de ces débats, à l'issue de ces débats, vers une charte citoyenne qui soit adressée aux candidats, pas pour les contraindre, pas pour encadrer leurs propositions, mais tout simplement pour donner un statut à la parole des citoyens.

La seconde condition, c'est un calendrier acceptable par tous, dans la première quinzaine de décembre, acceptable bien sûr pour François Hollande s'il souhaite être candidat à ces primaires. La troisième condition, c'est une mobilisation générale des Socialistes dès aujourd'hui pour l'organisation, en proposant à nos militants d'en être les acteurs, et même que ça devienne leur rôle principal pendant l'année 2016. Mais cela suppose, Jean-Christophe, que personne ne joue

la montre, que personne ne s'enferme dans le plaisir des ambiguïtés, que la primaire ne soit pas une sorte de mistigri dont on refilerait l'échec aux autres.

Et par exemple, le mois de juin, pour lancer réellement cette primaire, pour en fixer les modalités, c'est évidemment trop tard. Je vous rappelle camarades, parce que vous avez été pour beaucoup d'entre vous les artisans de cette primaire en 2011, qu'elle nous a mobilisés pendant un an. Qu'est-ce que ça veut dire, décider en juin ? D'abord en juin, il y a l'Euro 2016, et puis ensuite il y a l'été, peu propice quand même au grand rassemblement citoyen, sauf peut-être sur les plages de France. Et donc différer, lanterner, tourner en rond, ne pas donner l'élan, ne pas exprimer d'enthousiasme, y compris pour mettre devant leurs contradictions ceux qui à gauche sont, c'est vrai, très hésitants sur cette primaire, c'est tout simplement l'enterrer.

**IL Y A UN MOYEN D'ÉCHAPPER
À LA DISPERSION QUI NAÎT
DE LA DÉCEPTION DANS L'ENSEMBLE
DE LA GAUCHE, ET DONC
DANS NOTRE ÉLECTORAT.
CE MOYEN, C'EST LA PRIMAIRE.
ELLE PEUT NOUS RÉUNIR.
NOUS NE SOMMES PAS
IRRÉCONCILIABLES.**

Donc, moi, je ne suis pas venu dans ce Conseil national, avec beaucoup de nos amis, pour assister à un enterrement. Mais je suis néanmoins inquiet du texte qui nous a été proposé, parce que je ne sens pas qu'il donne l'impulsion nécessaire. Il manque d'énergie probablement, mais son plus grand défaut, c'est de manquer de précision. Et donc, nous avons demandé, et il l'a accepté, au Premier secrétaire, qu'il y ait dans quelques instants une suspension de séance qui nous permette, peut-être, d'améliorer ce texte, pour que, ce n'est pas si fréquent, et Jean-Christophe Cambadélis le regrette parfois, il puisse y avoir l'espoir d'un moment d'unité dans ce Conseil national. Et très franchement, il faut réellement s'en donner les moyens.

La quatrième condition, Christophe l'a parfaitement énoncée, nous y souscri-

vons, c'est inséparable des primaires, c'est comme le cacao dans le chocolat, c'est le rassemblement de tous autour du gagnant de la primaire. C'est évidemment une condition essentielle. Et c'est inséparable de l'idée même de primaire.

Comme est inséparable la dernière condition, la cinquième, c'est la pluralité des candidatures au sein de la gauche et du Parti socialiste. La pluralité, ce n'est pas la multiplication. Je sais que parfois, le Premier secrétaire s'inquiète du risque de multiplication des candidatures dans ce que j'appelle, moi, non pas la minorité mais disons la moitié gauche du Parti socialiste. Eh bien, rassurez-vous, rassurez-vous... Cher Jean-Christophe, je respecte le Congrès, mais comme tu vas tout à l'heure procéder... Ne t'emballe pas, ne t'emballe pas... Comme tu vas procéder tout à l'heure à quelques modifications

substantielles du Secrétariat national, je suppose que ça répond quand même à quelques évolutions.

Mais je voudrais, si vous le permettez, rester, pour en terminer, sur cette cinquième condition. La pluralité, c'est inséparable d'une primaire. Ce sont nos statuts qui le disent. Nous l'avons fait en 2011. Qui peut imaginer, chers camarades, qu'une primaire soit crédible à l'intérieur du Parti socialiste, à l'extérieur, que nous ayons des millions de Français qui aient envie d'y participer, comme en 2011, s'il n'y a pas de pluralité, et s'il y a un seul candidat issu de nos rangs? Donc il doit y avoir en effet cette pluralité. Et je préfère que cette pluralité ait lieu dans le cadre des primaires plutôt qu'au premier tour de l'élection présidentielle.

Alors de quoi a-t-on peur? Au moment où partout en France se lèvent des mouvements sociaux, des initiatives

citoyennes, des pétitions de masse, à un moment aussi où la droite prépare

LA PLURALITÉ, CE N'EST PAS LA MULTIPLICATION.

ses primaires, notre parti serait rangé parmi les conservateurs, sans ressort, sans imagination, et alors s'éloignerait nos derniers espoirs. Si cette primaire n'est pas un grand événement démocratique, si c'est simplement un rendez-vous manqué et étriqué, quand les trois quarts des sympathisants de gauche, sondage encore ce matin, sont favorables aux primaires, il y a de l'espoir, chers camarades. Une dynamique possible est à portée de main. Alors osons la démocratie, et donc osons les primaires. Je vous remercie.



JEAN GROSSET

texte, avec les différents ministères, nous recevons régulièrement les organisations syndicales de salariés et patronales, donc nous accompagnons cette réflexion.

Mes chers camarades, Je souhaiterais revenir avec vous sur le débat qui est souvent discuté dans nos fédérations et sections aujourd'hui, qui est le débat autour de la loi Travail. Christian Paul en a dit deux mots à l'instant : ce n'est pas l'ensemble du mouvement social ou l'ensemble du mouvement syndical qui est globalement pour le retrait, mais une partie du mouvement syndical, et une autre partie est pour une discussion et une amélioration du texte. Je crois qu'il est très important entre nous, d'ailleurs j'ai fait bon nombre de réunions de fédérations et de sections où on m'avait invité, et cette discussion se passe très bien. C'est quelquefois des points de vue différents, des divergences, mais ça se passe avec un respect mutuel, dans un objectif commun qui est de voir comment on améliore à la fois la souplesse et la sécurité pour les travailleurs.

La première chose, c'est quand on regarde le débat parlementaire se poursuivre, vous le savez, mais quand on regarde en détail ce qui a été modifié, je rappelle d'ailleurs que le Parti, dès le départ, a pris une position très nette, parce que je crois que le Premier secrétaire avait eu cette phrase, il faut le rappeler : je ne voterai pas le texte en l'état. Et que nous avons cette discussion, et le Parti est associé à toutes les réflexions autour de l'élaboration de ce

Je ferai simplement une remarque : il y a malgré tout une cohérence dans la démarche qui est la nôtre, puisque nous avons fait voter successivement la loi de sécurisation de l'emploi, la loi sur la formation professionnelle et la loi de modernisation du dialogue social, qui toutes ont à la fois apporté de la souplesse et de la sécurité. Ce texte était déséquilibré. Nous avons demandé,

NOUS RECEVONS RÉGULIÈREMENT LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE SALARIÉS ET PATRONALES, DONC NOUS ACCOMPAGNONS CETTE RÉFLEXION.

et le Parti, il y a un certain nombre de syndicats qui ont souhaité modifier ce texte, un certain nombre de choses. Et quand on fait la liste, elle est longue, de ce qui a été modifié, vous voyez que ce texte, je crois que le rapporteur Christophe Sirugue a eu cette phrase qui m'apparaît normale, qui est de dire : c'est un nouveau départ.

C'est un nouveau départ, pourquoi? Parce que les demandes qui étaient le fait que la barémisation des prud'hommes ne soit plus qu'indicative,

que la possibilité de déroger au temps légal pour les apprentis, que les mesures concernant le pouvoir unilatéral de l'employeur, tout ceci est supprimé. Le CPA, je vous rappelle que nous avons élaboré cette question dans un Bureau national, le CPA est remis de façon très importante, et c'est une porte qu'on ouvre, le CPA. Il n'y aura pas tout au départ, mais c'est quelque chose qui se construit, et se construisant, c'est quelque chose qui correspond d'ailleurs à ce qu'on avait fait avec le compte personnel de formation. On accroche des droits sans dispenser la responsabilité des employeurs, on accroche des droits aux salariés, à la femme ou à l'homme qui va quitter son emploi dans les conditions que vous pouvez connaître. Donc il y a ensuite d'autres choses dans ce texte. J'ai vu les amendements qui étaient sortis, qui vont dans le même sens d'une amélioration.

Et enfin, il y a, en l'absence de représentants syndicaux dans les TPE, les organisations syndicales peuvent mandater quelqu'un pour négocier. Il y a une augmentation des moyens syndicaux, qui avait déjà été faite de façon très importante dans la loi de modernisation du dialogue social, et en locaux et en heures de délégation.

Enfin, dernière chose, on ne veut pas se priver quand même, ce sont les travailleurs détachés, suite à ce qui avait été fait par Savary, qui avait été mis dans les lois Savary-Macron, sur cet aspect particulier. Il y a cinq articles qui sont extrêmement clairs, précis, et qui vont jusque dans le détail du contrôle

de celles et ceux qui, travailleurs détachés, sont dans des conditions inimmuables, et que l'on permet que les corps de contrôle puissent aller dans le détail pour contrôler les salariés.

Alors maintenant, il y a des débats qui se poursuivent, je l'ai vu, sur le licenciement économique, les débats qui se poursuivent et qui doivent être poursuivis, et c'est ce que demandent à la fois les syndicats qui veulent améliorer, les accords, la réflexion autour du mode de rupture du licenciement pour celles et ceux qui seraient dans des entreprises après accord majoritaire.

Je voudrais revenir deux minutes sur l'histoire du syndicalisme en entreprise, et l'histoire des branches. Les branches, les conventions collectives, ces débats sont concentrés là-dessus quand on discute ensemble, les branches, les conventions collectives, qu'il faut défendre, c'est un compromis de 1919 porté par le patronat. Mais cela dit, ce n'est pas grave, parce que ça empêche la concurrence entre branches. La place du syndicat dans l'entreprise a été récusée par le patronat depuis le début que les syndicats ont existé. Les syndicats dans les branches, mais pas dans l'entreprise. Les délégués du personnel, c'est 45, le comité d'entreprise, c'est 45, la section syndicale d'entreprise, c'est 68, la négociation en entreprise, ce sont les lois Auroux.

Donc après, quel est le problème? Si des femmes et des hommes négocient en entreprise, c'est-à-dire des délégués syndicaux, ils vont signer des accords négatifs? Des compromis? Ils sont corrompus? Ce sont des

imbéciles? Quel est le problème? Le problème de fond, il est le suivant: on a mis en place dans un compromis, c'était Vidalies qui s'occupait de ça à l'époque, on a mis en place des règles de représentativité syndicale différentes. Ces règles de représentativité syndicale, c'était lesquelles? C'est des

LA PLACE DU SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE A ÉTÉ RÉCUSÉE PAR LE PATRONAT DEPUIS LE DÉBUT QUE LES SYNDICATS ONT EXISTÉ.

règles qui font que la représentativité syndicale dépend du vote des salariés en entreprise. Donc lorsqu'on passe des accords d'entreprise... J'ai regardé, il y a trois grands accords, que personne ne dénonce d'ailleurs: Peugeot, Renault, Michelin, signés par des acteurs très différents. Michelin, c'est signé par, de mémoire, CFDT, CFE et Sud, ça obtient et ça maintient 700 emplois et le site de Roanne ne disparaît pas. Peugeot, c'est signé par, de mémoire, Force ouvrière, CFE, CFTC et le syndicat GSEA de l'entreprise. Et Renault, c'est signé par CFDT, Force ouvrière, CGC.

Pourquoi je dis ça? C'est parce que, quelquefois, la vie pratique dans l'entreprise est plus compliquée que les discours théologiques. Et donc je pense qu'il est très intéressant de regarder comment on peut s'appuyer, à partir du moment où quand il n'y a pas d'accord,

s'il n'y a pas d'accord majoritaire, c'est la convention collective qui s'applique. Dernière chose, cette convention collective, ça, ça concerne, les accords d'entreprise, 20% du salariat. Sur le reste, les petites entreprises, les PME et TPE, c'est 55% du salariat, ce sont les conventions collectives qui s'appliquent. Donc le risque est limité. Il faut le prendre comme tel, il faut être vigilant. Maintenant, il faut aussi que nous puissions en discuter normalement entre nous. Il est indispensable qu'on puisse avoir cette discussion sur le fond et qu'on puisse confronter. Nous allons d'ailleurs, avec l'Observatoire du dialogue social de la Fondation Jean Jaurès, commencer à interroger ces délégués de terrain, quelles que soient leurs organisations. A partir du moment où c'est bloqué parce que derrière la branche existe, l'ordre public social existe... Je rappelle que le rapport Badinter est renvoyé à une plus grande discussion, et qu'on ne discutera pas, j'ai jamais pensé ça de ma vie, qu'on discutait du Code du travail, d'abord la simplification du code du travail ne crée pas d'emplois. Ce n'est pas le problème. On peut modifier le marché du travail, on peut modifier les règles du marché du travail, mais ce n'est pas ce qui est déterminant. Donc à partir du moment où nous avons ces garanties que la loi est rééquilibrée, que ça continue, je pense qu'il faut, comme l'a dit le Premier secrétaire qui disait «*je ne sais pas si je voterai la loi*», je pense qu'il la votera, et je pense que maintenant il faut tout simplement que l'on puisse soutenir notre groupe parlementaire.

Merci de m'avoir écouté.



“



”

LAURENT BAUMEL

Chers camarades,

Ayant plaidé ici même au dernier Conseil national pour une primaire, je me félicite, moi, cet après-midi, que la direction de notre parti nous propose d'engager le Parti socialiste dans ce processus. Je pense que quatre raisons importantes motivaient, motivent ce mouvement. La première, bien sûr, le respect de nos statuts. Pour un parti de gouvernement, le respect de ses propres règles s'inscrit dans sa volonté de respecter l'état de droit.

Ensuite, l'efficacité électorale. Cela a été rappelé par Christophe Borgel, la combinaison de la mécanique à deux tours et du phénomène structurel du tripartisme crée une obligation de rassemblement des forces de gauche dès le premier tour pour espérer être qualifié au deuxième.

**LA COMBINAISON
DE LA MÉCANIQUE À DEUX TOURS
ET DU PHÉNOMÈNE STRUCTUREL
DU TRIPARTISME CRÉE
UNE OBLIGATION DE RASSEMBLEMENT
DES FORCES DE GAUCHE
DÈS LE PREMIER TOUR
POUR ESPÉRER
ÊTRE QUALIFIÉ AU DEUXIÈME.**

La troisième raison, c'est notre conception commune, je pense, du fonctionnement, de ce que devrait être le fonctionnement de la démocratie. Ici, dans cette salle, je pense que toutes et tous considèrent que le clivage gauche-droite existe toujours, qu'il a une pertinence. Mais toutes et tous savons aussi qu'il y a au sein de la gauche, et c'est une question historique, ce n'est pas une question qui vient de naître, des sensibilités, des divergences, qu'elles sont légitimes d'ailleurs. Le Parti socialiste s'est historiquement fondé sur la reconnaissance de la légitimité du débat interne, du débat en son sein.

Et donc la primaire, comme l'a dit Christophe Borgel, est le moyen qui permet de régler, de surmonter ces divergences pour permettre ensuite, dans un deuxième temps, la confrontation démocratique entre la droite et la gauche. Et la circonstance que nous ayons aujourd'hui un président socialiste sortant ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de cette conception démocratique, car la primaire, précisément, a déjà eu lieu en 2011 et le président de la République actuel doit non seulement revenir vers les Français, s'il est désigné, pour évoquer avec eux le bilan de sa politique, mais il doit revenir en amont vers les hommes et les femmes de gauche pour savoir si, au regard de ce qu'ont été ces cinq ou six années, les hommes et les femmes de gauche considèrent comme légitime qu'il les représente à nouveau dans l'élection présidentielle.

Et puis la dernière raison, c'est la situation identitaire de la gauche. Tout le monde voit que ce quinquennat a produit une exacerbation de ces débats idéologiques, programmatiques. Un jour, notre Premier ministre, Manuel Valls, est venu dans cette salle, devant le groupe socialiste à l'Assemblée, et a dit : la question que posent nos débats, c'est : sommes-nous capables de gouverner ? Et je m'étais permis de lui répondre : la question que posent nos débats, c'est : sommes-nous capables de gouverner en restant nous-mêmes ? Et c'est ça la grande question que nous léguera ce quinquennat, quoi qu'il arrive. C'est une question identitaire. C'est : la gauche peut-elle exercer le pouvoir en appliquant au pouvoir le programme qui fut le sien lorsqu'elle était dans l'opposition ? Ce débat, nous avons besoin de l'avoir, et nous avons besoin de l'avoir avec tous les hommes et toutes les femmes de gauche qui ont porté François Hollande au pouvoir. Il ne sera plus possible, et vous le voyez bien, de reporter ce débat après 2017.

Et chers camarades, les mêmes motivations qui justifient donc notre primaire sont celles qui justifient que l'on ne négocie pas le pluralisme des candidatures à cette primaire, et notamment le pluralisme possible de candidatures socialistes. Nos statuts prévoient une désignation par la primaire du candidat socialiste. Donc nous devons nous appliquer à nous-mêmes cette règle. Le pluralisme nous concerne d'abord.

Ensuite, les divergences que je viens d'évoquer, elles ne sont pas simplement des divergences entre le Parti socialiste pris comme un bloc et l'ensemble de ses partenaires, elles traversent ô combien le Parti socialiste lui-même. Elles sont même d'une certaine manière au cœur de la crise de la gauche.

**NOS STATUTS PRÉVOIENT
UNE DÉSIGNATION PAR LA PRIMAIRE
DU CANDIDAT SOCIALISTE.
DONC NOUS DEVONS NOUS APPLIQUER
À NOUS-MÊMES CETTE RÈGLE.
LE PLURALISME
NOUS CONCERNE D'ABORD.**

Et puis la situation politique. Christophe Borgel a dit à juste titre que la règle de base de la primaire, consubstantielle même à l'existence de la primaire, c'était que ceux qui y participent acceptent de soutenir le vainqueur quel qu'il soit. De ce point de vue, voyons les choses concrètement, cette primaire ne sera possible que si ceux qui ne souhaitent en aucun cas que François Hollande porte les couleurs de la gauche sont d'accord pour y participer au même titre que ceux qui souhaitent que dans tous les cas il porte les couleurs de la gauche.

Mais à partir de là, il n'est pas possible, mes camarades, de faire de cette primaire ni une primaire qui en effet exclurait a priori François Hollande, ni une primaire qui pose comme principe qu'il ne peut y avoir comme candidat socialiste que François Hollande. Car vous n'aurez pas une primaire de toute la gauche si vous partez du principe que cette primaire de toute la gauche consiste à imposer à nos partenaires et à ceux qui ont des inquiétudes ou des réticences à l'égard de cette candidature le fait que le but même de cette primaire, c'est de l'adouber.

Donc soyons sincères, moi j'appelle à la sincérité, et je demande, pour préciser le texte qui nous est soumis, que celui-ci comporte la mention que la pluralité des candidatures est la contrepartie légitime du fait que nous acceptons, les uns et les autres, et que nous demandons aux uns et aux autres de s'engager à soutenir le vainqueur, quel qu'il soit.

“



”

PATRICK PRODHON

Mes chers camarades, Il y a donc l'actualité que nous faisons, nous avons parlé tout à l'heure de la loi El Khomri, et puis il y a l'actualité que nous subissons. Rappelons-nous qu'en 2012, nous nous sommes engagés devant les Français à mettre la finance sous contrôle, à restaurer l'exemplarité, et puis le début de ce quinquennat, il faut bien le dire, nos camarades du gouvernement et du parlement y ont œuvré, avec d'abord la loi de séparation et de régulation des activités bancaires en 2013. Nous avons été à la pointe de la régulation financière en Europe. Ensuite, la loi relative à la lutte contre la fraude fiscale nous a permis de mettre en place le parquet financier, qui est un instrument majeur de lutte contre la délinquance financière. Mais aujourd'hui, l'affaire des Panama Papers qui a éclaté cette semaine vient nous rappeler que la finance n'est pas encore suffisamment sous contrôle et que nous devons absolument porter nos efforts plus loin dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, et ce dans trois domaines.

D'abord dans le domaine des lois. L'OCDE qui, nous le savons, n'est pas

particulièrement un repère de gauchistes, a émis en novembre 2015 un ensemble de quinze recommandations, quinze propositions, les propositions dites BEPS pour lutter contre ce qu'elle appelle l'érosion des bases fiscales et le transfert des bénéficiaires. Certaines de ces propositions avaient d'ailleurs été portées par la Commission des finances de l'Assemblée nationale sans que notre gouvernement ne choisisse de les retenir. Je crois qu'aujourd'hui, à la lumière des derniers événements que nous avons vécus, il devient urgent d'adopter ces mesures pour que les plus riches cessent de se soustraire à la solidarité nationale.

**L'AFFAIRE DES PANAMA PAPERS
QUI A ÉCLATÉ CETTE SEMAINE
VIENT NOUS RAPPELER QUE LA FINANCE
N'EST PAS ENCORE SUFFISAMMENT
SOUS CONTRÔLE ET QUE
NOUS DEVONS ABSOLUMENT
PORTER NOS EFFORTS PLUS LOIN
DANS LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE
ET L'ÉVASION FISCALE.**

Nous comptons aussi sur nos parlementaires européens pour faire reculer l'optimisation fiscale qui continue

d'être pratiquée par certains États européens, et qui perdure, avec la complicité de la droite et de l'extrême droite. Parce que le recul de cette optimisation fiscale, la lutte au niveau européen contre fraude et évasion fiscale permettront de récupérer les 1 000 milliards d'euros qui creusent les déficits de nos États et qui saignent nos systèmes de protection sociale.

Nous devons aussi agir dans un deuxième domaine qui est celui des moyens humains et financiers en renforçant à la fois les moyens des juridictions financières, notamment le parquet financier, mais aussi les moyens et les effectifs de l'inspection des impôts, pour accroître l'intensité des contrôles et leur efficacité. Et enfin, nous devons agir dans le domaine de l'exemplarité. Il nous faut renouer avec la promesse de la République exemplaire que nous avons portée fièrement en 2012 auprès de tous les Français, et qui a été mise à mal par des comportements individuels qui ont fait la une des journaux et qui nous ont fait honte. En 2017, nous devons apporter des preuves de cette exemplarité, notamment dans nos désignations. Le peuple de gauche ne comprend pas aujourd'hui que nous nous abîmions dans une bataille culturelle et identitaire qui n'est pas la nôtre. Et en 2017, il ne nous pardonnera pas de faillir à notre devoir d'exemplarité, mes camarades.



“



”

PASCAL CHERKI

Je voudrais commencer par adresser un salut amical à notre camarade Premier secrétaire parce que ce n'est vraiment pas une tâche facile, surtout depuis 2012. Bon. Je voudrais aller à l'essentiel du débat. Et je n'aimerais pas être à sa place parce que ce n'est pas toujours facile, je le dis surtout depuis 2012. Voilà, surtout depuis 2012.

Je voudrais aller à l'essentiel, puisque j'ai trois minutes, maintenant je vais commencer, aller à l'essentiel de mon propos. Nous avons, nous partageons un point d'accord qui est très important, deux points d'accord. Premier point d'accord, c'est que la gauche n'a aucune chance à l'élection présidentielle s'il y a une multiplication de candidatures. Quelle que soit la valeur des programmes des uns et des autres, des chemins qu'ils proposeront, à l'arrivée, nous serons arasés face à une droite qui, si elle a réussi sa primaire, sera en dynamique, quoi qu'on pense du contenu, et une extrême droite qui est, elle, déjà en dynamique.

LA GAUCHE N'A AUCUNE CHANCE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE S'IL Y A UNE MULTIPLICATION DE CANDIDATURES.

Donc dans ce régime du tripartisme qu'a souvent décrit notre camarade Premier secrétaire, il faut que la gauche se rassemble. Et si le Parti socialiste n'organise pas les voies et les moyens de ce rassemblement, vu que les autres formations politiques sont en crise d'identité, le PC a rompu momentanément avec Mélenchon, les Verts sont coupés en deux, on n'arrivera à rien. Ça, c'est notre premier point d'accord, et c'est la responsa-

bilité que nous avons par rapport au pays.

Là où nous avons un point d'accord aussi, c'est qu'il faut préserver l'unité du parti. Là aussi, ce n'est jamais un processus donné, c'est toujours un processus qui se construit dans le temps. Parce que, je le dis ici, je souhaite que la gauche gagne à l'élection présidentielle en 2017, mais je pense que, et c'est la force du Parti socialiste, en tout cas depuis 71, elle a survécu à d'autres défaites présidentielles, et que notre vie politique ne s'arrêterait pas à une éventuelle défaite, aussi lourde soit-elle, de François Hollande, si c'était lui le candidat. Et que nous aurons besoin, en cas de défaite, d'un outil politique pour la reconstruction. Donc à partir du moment où il y a ça, quels sont les problèmes en présence ?

D'un côté certains camarades disent, et c'est tout à fait naturel, ils souhaitent que ce soit François Hollande le candidat. Moi, ce n'est pas mon souhait. Cela peut être le résultat, mais ce n'est pas au moment où je vous parle mon souhait, pour des tas de raisons, mais en trois minutes, je n'ai pas le temps de vous l'expliquer. Et ils sont tout à fait légitimes à le dire, et c'est normal que le président de la République puisse être, à défaut d'être le candidat naturel de la gauche, ce qu'il n'est pas aujourd'hui dans l'opinion, au moins avoir le droit de concourir aux primaires.

D'un autre côté, certains disent : oui mais nous, on ne veut pas participer aux primaires s'il y a François Hollande. Bon. Donc c'est ça qu'il faut qu'on arrive à concilier si on veut l'unité à l'arrivée. C'est un processus politique, je ne sais pas si on y arrivera, où il y ait à un moment donné la possibilité, dans un cadre, que s'exprime quoi ? Ce n'est que des questions d'appareil, c'est d'abord la réalité de ce qu'est la gauche aujourd'hui. Il y a désaccord sur ce qui se fait, et il y a pour l'instant désaccord sur ce qu'il faudrait faire. Donc essayons de construire un processus où on puisse converger et où à l'arri-

vée, il y ait au moins celui ou celle qui gagne qui puisse être le candidat de tous, en tout cas de tous ceux qui ont participé.

C'est pour ça que moi, je ne souhaite pas que François Hollande soit le candidat à la présidence de la Répu-

ESSAYONS DE CONSTRUIRE UN PROCESSUS OÙ ON PUISSE CONVERGER.

blique, sauf s'il est désigné dans le cadre des primaires. Je le dis. Mais par contre, on ne pourra pas imposer cela. Moi, je le dis, ni primaire d'adoubement ni primaire d'empêchement, parce que sinon c'est la politique qui reprend ses droits, mes chers camarades. Et à l'arrivée, qu'est-ce qui risque de se passer ? Ce n'est pas ma volonté, mais c'est que l'unité du Parti et la multiplication de la gauche, et l'unité du Parti soit fragilisée et qu'on risque, parce qu'on ne peut pas, par des processus d'appareil, contraindre à un moment donné une réalité politique. Donc il faut qu'on arrive à l'organiser.

C'est pour ça que je pense que ce texte est un bon texte, je remercie le Premier secrétaire, mais ce n'est pas un texte qui permet encore suffisamment de nous rassembler, car il faut qu'on acte le fait qu'on veut à la fois la convergence et le respect du résultat. Et pour qu'il y ait convergence et respect du résultat, il faut qu'il y ait possibilité de reconnaître la pluralité de celles et ceux qui voudraient porter, dans le cadre des primaires, des lignes alternatives. Et moi je souhaite qu'il y ait ce débat dans le cadre des primaires plutôt qu'il ait lieu, organisé, dans le cadre du premier tour de l'élection présidentielle. Mais comme vous êtes tous des camarades aguerris, vous m'avez compris.



JULIEN DRAY

Merci mes camarades. À ce stade-là, je voudrais faire une remarque. Le Parti socialiste, c'est un parti. Et ça ne peut pas être celui qui, dans le débat sur les primaires, apporte la confusion à la confusion qui existe déjà. Le Parti socialiste, c'est une formation qui a une identité, une histoire, et qui aujourd'hui est au cœur de l'exercice gouvernemental. Et donc je comprends très bien le débat sur la diversité, mais nous sommes une famille politique qui a quand même une cohérence, en tous les cas qui espère en avoir une.

**NOUS SOMMES
UNE FAMILLE POLITIQUE
QUI A QUAND MÊME
UNE COHÉRENCE.**

Et donc je pense que dans les interventions des différents camarades, je vois bien le problème qui est posé, mais, et je voudrais faire cette confiance : il y a une chose que vous devez bien intégrer les uns et les autres, et vous allez bien comprendre ce que je vais dire : la direction actuelle du Parti socialiste, sur la question de l'unité, personne ne la lui fera. Personne ne la lui fera. Je pense qu'un certain nombre de camarades ont très bien compris ce que je veux dire. Parce qu'il y a quarante ans de combats politiques là-dessus. Et donc vous n'arriverez pas, ou en tous les cas pour certains d'entre vous, à croire à un moment donné ou à un autre que vous arriverez à nous dépasser du talisman de l'unité et du rassemblement.

Alors je sais bien que c'est ça le problème qui est posé. Parce que, à chaque étape, on a tous l'habitude de ça, à chaque étape il y a une condition supplémentaire. À chaque étape, on

nous dit : c'est bien, vous avez fait les primaires. Disons-le honnêtement, il y avait beaucoup de gens qui pensaient qu'on ne serait pas pour les primaires. Et quand les primaires ont été avancées, tout le monde pensait que la direction du Parti socialiste, inféodée à je ne sais qui, allait dire : non, notre candidat, il est naturel, et tout le monde se rassemble derrière lui. Ça ne s'est pas passé comme ça. Alors maintenant, on nous dit : c'est bien, vous avez fait les primaires, alors maintenant il faut que vous fassiez les primaires dans la confusion totale. Et le Parti socialiste, à ce moment-là, n'a plus d'identité. Donc les primaires, ce n'est plus des primaires de rassemblement dans ces cas-là, mes camarades. Les primaires... Non mais écoutez ce que je dis, je vous ai écouté, et là-dessus, je vais vous dire une chose : il n'y a personne ici qui soit un Bisounours. Et on se connaît assez pour savoir que sur ces questions-là, personne n'est né de la pluie qui vient d'arriver. Voilà, il y a une longue histoire, chacun l'a, chacun la possède, et chacun comprend ce que je veux dire par là.

Alors moi, je pense qu'à ce stade-là, déjà, c'est un premier élément, nous sommes, et c'est un signe politique qui est donné, et vous ne pouvez pas sous-estimer ce signe politique-là, et c'est ça la première chose qui doit ressortir de ce Conseil national, c'est que nous sommes pour les primaires, donc nous sommes pour le rassemblement. Et nous ne mettons y compris aucune condition dans le débat politique.

Écoute, Christian, il faut le prouver. Moi ça fait depuis 2013 que je dis qu'il va falloir des primaires. Bon, donc voilà, moi j'ai une certaine continuité là-dessus. On peut tout inventer entre nous. Là dessus les choses sont claires.

Alors moi, je ne vais pas monopoliser la parole, je voudrais dire une chose. D'abord, premièrement, je pense que nous devons valoriser le moment dans lequel nous sommes. Ce moment, c'est la prise de position officielle du parti, actée, sur les primaires. Deuxièmement, c'est les trois conditions

que nous y mettons, qui sont le principe même de ce que nous voulons : un cadre commun au minimum de références politiques, et deuxièmement une discipline dans l'organisation de ces primaires, qui conduit au fait que quand il y a un candidat qui est désigné, tout le monde est derrière lui, quelque soit le candidat désigné. Voilà.

**NOUS DEVONS VALORISER
LE MOMENT DANS LEQUEL
NOUS SOMMES.
CE MOMENT, C'EST LA PRISE
DE POSITION OFFICIELLE DU PARTI,
ACTÉE,
SUR LES PRIMAIRES.**

Alors après, vous nous dites, je vois bien : non mais ça c'est bien, mais il en faut plus. Mais à chaque fois, il en faudra plus. C'est quoi, le plus ?

Bon alors moi je vais dire ça, la chose suivante : oui à la primaire, oui au rassemblement, mais non à la confusion politique. Et la confusion politique, ce n'est pas la multiplicité des candidatures.

La dernière fois, c'était des primaires organisées par le Parti socialiste et autour du Parti socialiste. Là, nous sommes dans une configuration qui est complètement différente puisque nous faisons venir d'autres formations politiques, ce ne sont pas simplement des individus, dans une primaire. Et donc le débat implique aussi que l'adhérent du Parti socialiste, il soit aussi représenté en tant que parti dans cette primaire. Après, il peut y avoir à un moment donné des gens qui s'en émancipent, mais c'est une réalité que vous ne pouvez pas contourner, sinon il n'y a plus de parti politique, sinon ça ne sert plus à rien d'avoir un Parti socialiste puisqu'il y a une multiplicité de choses. Donc oui, il y a une question d'identité à un moment donné qui doit être respectée.

“



”

FLORENCE AUGIER

Pas facile de passer après Julien Dray. Permettez-moi de citer le Président... D'abord, bonjour chers camarades. Permettez-moi de citer le président Obama en VO : «*In the end, that's what this election is about. Do we participate in a politics of cynicism or a politics of hope?*» Je traduis : «*En définitive, qu'est-ce qu'une élection ? Est-ce que c'est participer à une politique du cynisme ou à une politique de l'espoir?*» C'est à cette question qu'il nous faut répondre. La politique du cynisme, c'est ce qu'on risque lors de la primaire si elle ne sert qu'à satisfaire les égos des uns, les velléités

LA POLITIQUE DE L'ESPOIR, C'EST UNE DES CONDITIONS DÉTERMINANTES DE LA RÉUSSITE DE LA PRIMAIRE DE LA GAUCHE.

politiciennes des autres et les que-
relles partisans de tous. Politics of
hope : la politique de l'espoir, c'est
une des conditions déterminantes de
la réussite de la primaire de la gauche.
Proposer de l'espoir, pas de rêve, pro-
poser une perspective, une idée de la
vie, un projet à long terme, c'est une
chose compliquée dans une société de

l'immédiateté. Mais le rassemblement
de tout un camp offre les conditions
favorables à la naissance d'un projet
ambitieux qui rassemble et doit offrir
aux citoyens une vision d'avenir.

Oui, il faut faire une primaire pour ras-
sembler la gauche, le peuple de gauche.
Depuis des semaines, des mois et des
années, les partis politiques de gauche
n'ont cessé de s'éloigner les uns des
autres pour souvent devenir les pires
ennemis. Force est de constater qu'ils
ne parviennent à s'unir que pour se
partager des postes et qu'ils ne par-
viennent même plus à faire barrage
au Front national au premier tour des
scrutins électoraux.

Oui, il faut des primaires à gauche
pour impulser une dynamique. Nous
ne gagnerons plus une seule élection
sans l'adhésion massive du peuple de
gauche.

Dans la crise politique que nous tra-
versons, quoi de plus légitime pour
une femme ou un homme politique que
d'être désigné par ses propres conci-
toyens ? Il n'y a pas photo entre le can-
didat choisi par une partie du peuple
et le candidat désigné par quelques
membres d'une organisation.

Pourquoi faire une primaire ? Pour ga-
gner. Ces primaires doivent nous quali-
fier pour le premier tour et nous mener
vers la victoire au second. Mais atten-
tion, chers camarades, be careful, les
primaires ne peuvent être en aucun cas
un tribunal où serait jugé François Hol-
lande. Cette primaire démocratique,

d'où ressortira le candidat ou la can-
didate démocratiquement élu, devra
compter le soutien des candidats dé-
mocratiquement éliminés. Si tel n'était
pas le cas, alors ce serait l'élimination
de la gauche du paysage politique et
pas pour un an, pas pour deux ans, pas
pour un mandat, pour longtemps, très
longtemps.

LES PRIMAIRES NE PEUVENT ÊTRE EN AUCUN CAS UN TRIBUNAL OÙ SERAIT JUGÉ FRANÇOIS HOLLANDE.

Chers camarades, les primaires pour
les présidentielles ne sont qu'un début.
A nous d'inventer la suite. Nos candi-
dats aux autres élections doivent éga-
lement être désignés à des primaires
ouvertes. Ne ratons pas le coche cette
fois-ci. Dès les législatives de 2017,
soyons prêts. Face à une droite trop
sûre d'elle, désignons démocratique-
ment nos candidats. A l'heure où les li-
bertés et la démocratie sont menacées
par une extrême droite grandissante,
les primaires sont un geste fort envoyé
aux Français.

Je conclurai donc mon intervention sur
ces mots de François Mitterrand. Vous
voyez, j'ai bien fait, je commence par
une citation, je finis par une citation :
«*La liberté et la démocratie exigent
un effort permanent. Impossible à qui
les aime de s'endormir.*» Alors, réveil-
lons-nous. Merci, thank you.



“



”

VALÉRIE RABAULT

Chers camarades, bonjour. Je voudrais moi aussi revenir sur les primaires et sur le texte qui nous est proposé par le Premier secrétaire. D'abord pour revenir sur ces primaires que nous, motion D, La Fabrique, nous avons défendues dès le départ dans le Congrès. Et je vais vous relire ce que nous écrivions alors : réussir les primaires, c'est réussir une candidature de gauche.

**ALORS, CES PRIMAIRES
VISENT À MON SENS
DEUX OBJECTIFS :
MOBILISER ET RASSEMBLER.**

Nous pensons que nous devons aller encore plus loin pour donner la force à la gauche unie. Cette démarche, nous l'avons poursuivie depuis le Congrès jusqu'à ce Conseil national, jusqu'au dernier Conseil national, puisque nous avons déposé un amendement qui a été voté, qui a visé à faire en sorte que le Parti socialiste dise oui aux primaires.

Alors, ces primaires visent à mon sens deux objectifs : mobiliser et rassembler. Mobiliser, c'est une nécessité. Nous savons tous que, dans nos fédérations, nous avons perdu des militants, nous avons aussi des gens qui ont voté pour nous en 2012 et qui se sont un peu éloignés. Il est donc essentiel, pour que ces primaires réussissent, pour que l'élection de 2017 réussisse, il est donc nécessaire que nous les utilisions pour mobiliser, pour aller chercher toutes celles et tous ceux qui auraient, soit par, peut-être, paresse intellectuelle, soit par questionnement, ne souhaiteraient ou seraient tentés de ne pas revenir vers nous.

Deuxième volet crucial pour ces primaires, c'est rassembler. Je crois que c'est la clé d'une victoire de la gauche. De toute l'histoire de la gauche, notre victoire est passée par le rassemblement. Alors rassembler, ça ne veut pas dire renoncer à ses propres objectifs ou à ses propres convictions, ça veut dire être capable de trouver un point d'accord.

Alors, je ne sais pas si Pascal Cherki est encore dans cette salle, mais il se trouve que pendant deux jours, nous avons débattu avec nos collègues allemands du SPD, et que, contrairement à ce que je pouvais penser au départ, Pascal Cherki et nos collègues allemands ont trouvé un point d'accord. Mes chers camarades, je peux vous dire que ce n'était pas si simple. Aucun des deux n'a renoncé à ses objectifs, mais on a réussi à trouver un point d'accord. Et c'est ça, mes camarades, le rassemblement, c'est trouver un point d'accord qui nous mène à la victoire en 2017.

Alors, est-ce que la démarche qui nous est proposée par le Premier secrétaire permet ces deux volets, mobiliser et rassembler ? Je crois que oui. D'ores et déjà, un groupe de travail est lancé avec l'ensemble des auteurs des primaires citoyennes. Il se réunit de manière régulière. Et ça, c'est déjà extrêmement positif, avec la participation, au sein de ce groupe de travail, du Parti socialiste.

En interne, nous avons aussi notre propre groupe de travail, qui rassemble les motions et les sensibilités de notre parti. Est-ce que la date qui est proposée dans le texte, première quinzaine de décembre, peut satisfaire tout le monde ? Je crois que oui. Pour qu'il y ait un rassemblement, je crois que oui.

Est-ce que ce rassemblement nous permet, ou les dispositions qui existent aujourd'hui, d'entrer ensemble dans ces primaires ? Je crois que oui.

Alors, si nous voulons peut-être être certaines ou certains que cette entrée ensemble dans ces primaires puisse se faire dans de bonnes conditions, la motion D, au nom de laquelle je m'exprime aujourd'hui, propose un amendement au texte du Premier secrétaire, et cet amendement serait que les modalités d'implication des candidatures socialistes dans la primaire ne sont pas tranchées à ce stade.

Ça permet, je crois, un rassemblement, un rassemblement pour que nous sortions tous de ce Conseil national avec la conviction que ces primaires sont celles que nous pouvons remporter, ces primaires sont celles qui peuvent nous permettre d'entrer en 2017 dans de très bonnes conditions, réunis autour d'un candidat de gauche. Je vous remercie.

**EST-CE QUE CE RASSEMBLEMENT
NOUS PERMET, OU LES DISPOSITIONS
QUI EXISTENT AUJOURD'HUI,
D'ENTRER ENSEMBLE
DANS CES PRIMAIRES ?
JE CROIS QUE OUI.**



“



”

SANDRINE CHARNOZ

Chers amis, chers camarades, les primaires permettent de répondre aux aspirations démocratiques qui traversent notre actualité, notre pays. En sont la preuve les manifestations et la manifestation qui se déroule actuellement dans nos rues, mais également ce mouvement qui est né spontanément sur l'espace public avec Nuit debout, qui attend et qui souhaite débattre, échanger, et qui démontre à quel point les Français sont prêts à se mobiliser et à échanger.

Cette loi Égalité et citoyenneté arrive à point nommé. Alors, oui aux propositions portées par Abir, qui sont un Conseil national de la jeunesse qui soit associé, mais allons plus loin et proposons que l'ensemble des institutions, des associations qui s'occupent des jeunes soit ouvert à un collège jeunes.

Je prendrai un exemple, ce sont les missions locales, qui s'occupent des jeunes qui ont besoin d'une deuxième chance. Elles accompagnent actuellement 1,4 million de jeunes à travers la France. Il faudrait systématiser un collège jeunes pour donner la parole,

pour faire de la politique pas pour les jeunes mais avec les jeunes. Et peut-être, profitons de cette loi pour aller plus loin. J'ai entendu Elsa et Razy qui nous ont parlé d'une belle grande loi sociale en direction de la jeunesse pour finir notre quinquennat. Profitons de cette loi pour parler à la jeunesse qui est fortement mobilisée dans la rue, fortement mobilisée pour Nuit debout, pour lui montrer que nos engagements de campagne peuvent être tenus et que certaines promesses, certains enga-

PROFITONS DE CETTE LOI POUR PARLER À LA JEUNESSE QUI EST FORTEMENT MOBILISÉE.

gements peuvent être mis en œuvre, comme par exemple la lutte contre le contrôle au faciès, qui permettrait de montrer que cette loi va jusqu'au bout de la lutte contre les discriminations et répond à une attente forte.

Peut-être que cette loi pourrait reprendre aussi un engagement de campagne sur l'ouverture du vote aux étrangers aux élections municipales, ce qui permettrait aussi que cette loi Citoyenneté parle à l'ensemble des Français qui sont sur notre territoire, et aux étrangers, pour les élections locales.

Et puis, peut-être, profitons de cette loi pour approfondir ce que la garantie jeune propose, avec cette généralisation qui maintenant est une excellente chose, mais une généralisation qui ne concernera que quelques centaines de milliers de jeunes, on parle de 150, de 300... Quand je dis 1,4 million accompagnés par les missions locales, vous vous rendez compte qu'il y a quand même de la marge dans l'amélioration.

Et je pense qu'il serait intéressant que, quand on parle d'émancipation, de droits pour les jeunes, on parle aussi d'un revenu minimum garanti, qui peut être encadré dans le temps comme le fait la garantie jeune. Ça peut être un an, mais un an, c'est bien pour qu'un jeune puisse se repositionner, avoir une deuxième chance.

Parlons aussi peut-être de la sortie compliquée des jeunes qui sont diplômés et qui mettent un certain temps avant de trouver un travail, et peut-être un prolongement des bourses après l'obtention du diplôme. Donc, faisons de cette loi, de cette belle loi Égalité et citoyenneté, une réponse aux attentes de la jeunesse, et démontrons-leur que les politiques sont là pour honorer les promesses de campagne.

Je vous remercie.

“



”

NICOLAS BRIEN

Mes camarades, un candidat socialiste gagnera la primaire à gauche en 2016. Un candidat socialiste gagnera la présidentielle en 2017 si et seulement si le Parti socialiste arrive à s'adresser à la France du travail. La France du travail, c'est la France qui a fait Nicolas Sarkozy en 2007, le candidat de la valeur travail, le candidat de la France qui se lève tôt, le candidat du travailler plus pour gagner plus.

La France du travail, c'est celle qui nous a fait en 2012 quand des ba-

taillons d'ouvriers et d'employés ont voulu jeter le bilan de Nicolas Sarkozy sur le chômage et l'emploi. Alors, en 2017, ce sera la France du travail qui fera cette élection et qui fera, à n'en point douter, notre élection.

Alors, dans le débat qui est le nôtre aujourd'hui, on entend : pour la loi Travail, contre la loi Travail, s'opposer à la loi Travail, soutenir la loi Travail... Mais ne faut-il pas déjà penser à prolonger la loi Travail ? Il y a des thèmes que nous devons aborder. Aujourd'hui, nous sommes dans un pays où, quand on perd son emploi, entre le moment où on perd son emploi et le moment où l'on touche les indemnités chômage, peuvent s'écouler de nombreuses journées, ce qu'on appelle les jours de carence, parfois de nombreux mois. C'est ce type de scandale, c'est ce

type d'inégalité que nous devons affronter dans une loi Travail, dans une présidentielle.

EN 2017, CE SERA LA FRANCE DU TRAVAIL QUI FERA CETTE ÉLECTION ET QUI FERA, À N'EN POINT DOUTER, NOTRE ÉLECTION.

Aujourd'hui, nous sommes dans un pays où des précaires appellent Pôle Emploi avec un numéro surtaxé à partir de leur téléphone portable. Nous sommes dans un pays où, que

l'on soit cadre ou ouvrier, on ne va pas dans la même agence Pôle Emploi. Il y a des agences pour les cadres, en général au premier étage, bien équipées, et puis des agences pour le tout-venant, en général au rez-de-chaussée, où l'encadrement n'est pas le même.

J'imagine que tout le monde connaît ces situations. Évidemment, tout le monde ici a déjà été au chômage ou en tout cas côtoie des chômeurs. Néanmoins, c'est en s'adressant à cette France-là que nous remporterons la présidentielle.

**NOUS DEVONS ÉGALEMENT
NOUS ADRESSER
À CEUX QUI CRÉENT LA RICHESSE,
À CEUX QUI CRÉENT LES EMPLOIS,
À CEUX QUI CRÉENT LE TRAVAIL.**

Nous devons également nous adresser à ceux qui créent la richesse, à ceux qui créent les emplois, à ceux qui créent le travail. Aujourd'hui, la

loi Travail devra prolonger un certain nombre d'avancées. Le compte personnel d'activité devra parler de nouvelles formes de travail. Aujourd'hui, le télétravail se développe. Le télétravail, pour autant, n'est pas couvert par notre protection sociale, vieille de plus de quatre-vingt ans.

Aujourd'hui, un télétravailleur qui a un accident chez lui est-il en situation d'accident domestique ou d'accident du travail? Ces questions-là, nous devons y répondre pour que la France du travail se reconnecte avec les Socialistes. Mes camarades, je vous remercie.

“



”

ALAIN NÉRI

peut-être de pré-explosion sociale.

Les manifestations, les grèves, encore la manifestation de ce soir dans les rues de Paris et dans les rues de nos communes, nous démontrent qu'il y a une volonté de se faire entendre par nos concitoyens. Alors, les choses sont relativement simples. Un certain nombre de choses, c'est vrai, ont été votées au

**NOUS SOMMES
EN DEVOIR DE VÉRITÉ
ET
DE NOUS DIRE LA VÉRITÉ.**

Parlement, un certain nombre de lois ont été votées, avec de bonnes choses, peut-être de moins bonnes, mais des choses qui, pour le peuple de France et pour le peuple de gauche, non seulement ne sont pas comprises, mais elles sont mal ressenties. Or, ce qui compte,

ce n'est pas ce que nous disons. Ce qui compte, ce n'est pas ce que nous faisons. Ce qui compte, c'est la façon dont le peuple le ressent.

Et aujourd'hui, la grande difficulté, elle est où? Eh bien, c'est l'emploi. C'est l'emploi, et particulièrement l'emploi pour les jeunes. Parce que l'emploi pour les jeunes, c'est encore plus grave que l'emploi pour les autres personnes, c'est plus grave que pour les autres citoyens. Pourquoi? Parce qu'un jeune qui n'a pas d'emploi aujourd'hui, il n'a pas l'accès à l'autonomie sociale, civile, civique. Un jeune qui n'a pas d'emploi n'a pas d'autonomie. Moi, j'ai l'habitude de dire que ce qui est important, pour un jeune, c'est de pouvoir se mettre à son compte. Qu'est-ce que c'est, se mettre à son compte? C'est pouvoir s'installer dans la vie de tous les jours, c'est pouvoir prendre un logement, c'est pouvoir prendre un logement avec une copine, ou la copine avec le copain. Là, il faut être modeste, chacun choisit...

Chers camarades, je ne suis pas un habitué des tribunes du Conseil national, mais je crois qu'aujourd'hui, nous sommes dans une telle situation que nous sommes en devoir de vérité et de nous dire la vérité. Nous devons nous dire la vérité quant à la situation que connaît notre pays. Elle est claire. Nous avons été élus en 2012 à la présidence de la République avec François Hollande. Dans la foulée, nous avons gagné les élections législatives et même les élections sénatoriales. Nous avons donc en main tous les outils pour faire que le changement soit maintenant.

Nous avons été élus dans le contexte d'urgence sociale, voire même d'exaspération sociale. Aujourd'hui, je crois pouvoir dire que nous sommes toujours dans un contexte d'urgence sociale, d'exaspération sociale, et même



“



”

ANTOINE HOMÉ

sons qu'elle est extrêmement utile et qu'elle est plus que jamais nécessaire.

Je voudrais, au nom des amis de Martine Aubry, vous dire que nous pensons que c'est un instrument encore plus essentiel de rassemblement, de mobilisation, qui nous permettra de remettre les débats de fond au cœur de nos réflexions. Ce n'est pas de la procédure, c'est aujourd'hui le moyen de revenir sur le fond, et peut-être le seul de revenir dans le débat.

Alors, aujourd'hui, nous avons à nous prononcer sur le principe de cette primaire, et je crois que c'est utile, c'est nécessaire. Il y a aussi des questions d'organisation qui se posent, et notamment la question de la pluralité des candidatures. Elle est importante. Nous pensons que le texte qui est présenté par la direction, qui contient un certain nombre d'éléments évidemment intéressants, pourrait néanmoins être renforcé sur deux points. Et nous proposons des amendements. Un des amendements pourrait être que, au-delà des questions de principes que nous tranchons aujourd'hui, nous inscrivions dans le texte, c'est le premier amendement, que lors d'un Conseil national qui aura lieu au mois de juin, nous définissions alors à ce moment-là ses modalités internes, et notamment les questions de modalités de candidature à la candidature. Ça, c'est le premier point, ça peut être aisément ajouté, et ça permet de pro-

céder par étape et ça permet aussi de traiter cette question, parce qu'il faut la traiter.

LA PLURALITÉ DES CANDIDATURES. ELLE EST IMPORTANTE.

La deuxième demande que nous avons, c'est que, dans le texte, dans un des paragraphes, on parle des débats qui vont irriguer le Parti et la gauche. Nous demandons qu'il soit précisé que ces débats vont également engager, d'une certaine façon, les candidats, qu'ils devront être attentifs et les prendre en compte. Ça ne peut pas être uniquement des débats qui resteront à l'état de débats. Il faut derrière, effectivement, qu'il y ait une logique qui permette également d'être reprise par le ou les candidats.

Voilà, il y a bien deux sujets: le fond et les modalités. Et donc, ces amendements seront soumis au vote et à la discussion, et ils peuvent permettre de nous avancer sereinement et, nous semble-t-il, également d'arriver à un texte positif sur ces primaires, qui sont importantes et nécessaires.

Je vous remercie.

Je crois que notre camarade Alain Néri a eu raison de développer ses arguments sur la nécessité de revenir au terrain, à l'écoute de nos concitoyens. C'est vrai que la situation politique est très difficile, nous le ressentons tous les jours dans nos territoires. De plus, les débats difficiles qui ont eu lieu, qu'il s'agisse de la déchéance de la nationalité, c'est derrière nous, dans les conditions que nous connaissons, qu'il s'agisse de la loi Travail, qui a hérisse bon nombre de nos militants et de notre base sociale, nous sommes dans un contexte difficile.

C'EST UN INSTRUMENT ENCORE PLUS ESSENTIEL DE RASSEMBLEMENT, DE MOBILISATION, QUI NOUS PERMETTRA DE REMETTRE LES DÉBATS DE FOND AU CŒUR DE NOS RÉFLEXIONS.

Alors, on pourrait se dire là-dessus: est-ce que la primaire... Quel rôle elle peut jouer? Eh bien nous pen-



“



”

RACHID TEMAL

PRÉSENTE LE NOUVEAU SECRÉTARIAT NATIONAL



COMPOSITION DU SÉCRÉTARIAT NATIONAL

PREMIER SÉCRÉTAIRE

- Jean-Christophe CAMBADÉLIS

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE L'ANIMATION, L'EXPRESSION ET DE LA COORDINATION DES PÔLES

- Guillaume BACHELAY

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COORDINATION ET DE L'ORGANISATION

- Rachid TEMAL

SÉCRÉTAIRES NATIONAUX AUPRÈS DU PREMIER SÉCRÉTAIRE

- Chargé de La Belle Alliance Populaire | Julien DRAY
- Chargé du renouveau de la vie militante | Nicolas BAYS
- Chargé des relations extérieures | Luc CARVOUNAS
- Chargé des Outre-Mer | Victorin LUREL

SÉCRÉTAIRE NATIONALE CHARGÉE DES DROITS DES FEMMES

- Claude ROIRON

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

- Eduardo RIHAN-CYPEL

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « JUSTICE SOCIALE ET COHÉSION TERRITORIALE »

- André VIOLA

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX

- Égalité territoriale | Nadège AZZAZ
- Handicap, lutte contre l'exclusion | Kamel CHIBLI
- Logement, villes et quartiers populaires | Samia GHALI
- Santé, protection sociale, famille | Marc MANCEL
- Agriculture | Germinal PEIRO
- Ruralité | Dominique POTIER
- Décentralisation, modernisation de l'État | Stéphane TROUSSEL

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- Personnes âgées auprès de Marc MANCEL | Luc BROUSSY
- Politique de la ville auprès de Samia GHALI | Brahim ABBOU
- Territoires – montagne auprès de Dominique POTIER | Bernadette LACLAIS
- Santé au travail auprès de Marc MANCEL | Françoise MESNARD
- Logement | Cécile JONATHAN
- Petite enfance auprès de Marc MANCEL | Sarah VIDAL

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « MONDIALISATION, RÉGULATION, COOPÉRATION »

- Maurice BRAUD

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX

- Europe | Philip CORDERY
- Nord/Sud | Benoit JOSEPH
- Défense | Marie RECALDE
- Aux droits de l'homme et à l'humanitaire | Marie-Laure FAGES
- Suivi des négociations transatlantiques et du commerce international | Seybah DAGOMA

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- International auprès de Maurice BRAUD | Hélène CONWAY MOURET
- Francophonie auprès de Maurice BRAUD | Marie-Rose KORO
- Développement des militants du PSE auprès de Philip Cordery | Antoine VAROQUIE

SÉCRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « PRÉPARATION DE L'AVENIR »

- Laurent DUTHEIL

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX

- Éducation | Colombe BROSSEL
- Culture et audiovisuel | David ASSOULINE
- Transition énergétique et écologique, diversité | Isabelle THIS SAINT JEAN
- Enseignement supérieur et recherche | Sandrine DOUCET
- Croissance bleue | Emmanuelle DE GENTILI
- Vie associative | Florence AUGIER
- Apprentissage | Marion CANALES

///// SÉCRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- Sport | Brigitte BOURGUIGNON
- Éducation, lycées professionnels | Yannick TRIGANCE
- Institutions | Nicolas SFEZ
- Dialogue environnemental | Sabine BUIS
- Insertion des Jeunes | Claire FITA

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE «PRODUCTION ET DE RÉPARTITION DES RICHESSES»

■ Fabien VERDIER

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX

- Économie
- Politique industrielle et entreprises
- Innovation
- Travail, emploi, formation professionnelle
- Commerce et artisanat et professions libérales
- Tourisme
- Économie sociale et solidaire
- TPE/PME

| Gabrielle SIRY
| Laurent GRANDGUILLAUME
| Karim BOUAMRANE
| Pascale GÉRARD
| Rita MAALOUF
| Sylviane BULTEAU
| Frédérique ESPAGNAC
| Sophie ERRANTE

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- Dialogue social auprès de Pascale GERARD
- Numérique
- Transports

| Sylvie ROBERT
| Luc BELOT
| Joël CARREIRAS

SECRÉTAIRE NATIONALE CHARGÉE DU PÔLE «RÉPUBLIQUE, CITOYENNETÉ»

■ Marie-Pierre DE LA GONTRIE

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX

- Justice et Liberté publique
- Sécurité
- Promotion et action républicaine
- Fonction publique

| Nawel OUMER
| Sébastien PIETRASANTA
| Elsa DI MÉO
| Nathalie MALMBERG

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- Relation avec les mouvements citoyens

| Valérie CORRE

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE «ANIMATION, ÉLECTIONS ET VIE DU PARTI»

■ Christophe BORGEL

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX

- Développement des fédérations et adhésions
- Animation des fédérations, Université d'Été
- Fédération en charge des arguments et ripostes
- Communication et réseaux sociaux
- Formation
- Suivi de l'opinion
- Forums thématiques
- Coordination régionale

| Carlos DA SILVA
| Émeric BREHIER
| Pierre JOUVET
| Olivia POLSKI
| Sarah PROUST
| Christine REVAULT D'ALLONNES BONNEFOY
| Sandrine MAZETIER
| Albin HERBETTE

///// SECRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

- Réseaux sociaux et stratégie numérique, auprès d'Olivia Polski
- Élections auprès de Christophe Borgel
- Rénovation des pratiques militantes
- Mobilisation des acteurs de quartier

| Boris JAMET-FOURNIER
| Frédérique MASSON
| Rémi DEMERSSEMAN PRADEL
| Sébastien JIBRAYEL

TRÉSORIER

■ Jean-François DEBAT

PORTE-PARLES

- Olivier FAURE
- Corinne NARASSIGUIN
- Nadège ABOMANGOLI
- Razy HAMMADI

CONSEILLERS AUPRÈS DU PREMIER SECRÉTAIRE, ET MEMBRES DE DROIT DU BUREAU NATIONAL

- Chargé du social
- Politique
- Chargé de la Ville
- Chargé de la sécurité
- Politiques numériques
- Développement durable et COP 21
- Veille sur les droites

| Jean GROSSET
| Patrick BLOCHE
| François DAGNAUD
| Patrice BERGOUIGNOUX
| Laurent CERVONI
| Christophe BOUILLON
| Nicolas CADENE

PRÉSIDENT DE LA FNSR

■ François REBSAMEN

DIRECTEURS DES ÉTUDES

- Directeur des études politiques
- Directeur des études européennes
- Groupe de travail «Laïcité»

| Alain BERGOUNIOUX
| Henri WEBER
| Philippe DOUCET

'ACTIVITÉ
NATIO

5 - 8 AVRIL 201

www.conseilnational.fr
#conseilnational





démocrate
radicale
écologiste
socialiste
citoyenne

Libres de construire ensemble

SIGNEZ EN LIGNE l'appel pour la constitution de La Belle Alliance Populaire

Le mercredi 13 avril, le texte a été rendu public.

Cette démarche ne se substitue pas à la stratégie d'union de la gauche et les écologistes

Les acteurs de la société civile, les militants syndicaux et associatifs y seront majoritaires

Cette alliance souhaite se tourner vers le peuple progressiste et pas vers les appareils

Nous ne voulons ni opposer les citoyens aux syndicats et aux partis, ni de partis coupés de la réalité citoyenne, syndicale et associative

Cette belle alliance, ce n'est pas un casting mais un panel de la France d'aujourd'hui

C'est un collectif de citoyens qui marchent ensemble



#LaBAP

www.labellealliancepopulaire.fr

@alliance_pop